

(RES)SOURCE

L'Orge est une source de vie pour des centaines d'espèces de poissons, d'oiseaux, de reptiles, d'amphibiens, de papillons et d'espèces floristiques. Elle est aussi source de plaisirs, d'évasion et de détente pour des milliers de riverains et promeneurs. Elle est la source de nouveaux paysages, de trames vertes et bleues qui réenchangent nos cadres de vies. Nous sommes 137 âmes passionnées et engagées par la préservation de cette ressource incroyable qu'est l'Orge. Voici tout ce que nous avons accompli en 2023.



SYNDICAT DE L'ORGE



ATTEINDRE LE BON ÉTAT
ÉCOLOGIQUE DE L'ORGE
ET DE SES AFFLUENTS

2025



VALORISER
ÉCOLOGIQUEMENT
LA VALLÉE

2030



PRÉVENIR LE RISQUE
INONDATION

2025



INTÉGRER LA DÉMARCHE
QUALITÉ DANS
LE FONCTIONNEMENT
QUOTIDIEN

2030



ENGAGEMENT 2

PROTÉGER
L'ENVIRONNEMENT
ET RÉDUIRE
LES IMPACTS
DE NOS ACTIVITÉS



ENGAGEMENT 3

PRÉSERVER LA SANTÉ,
LA SÉCURITÉ ET VALORISER
LES COMPÉTENCES
DES COLLABORATEURS



AMBITION 1

GARANTIR LES PRATIQUES
ÉTHIQUES



AMBITION 2

MOBILISER LES ÉNERGIES
LOCALES ET PARTAGER
NOS ENGAGEMENTS

(RES)SOURCE

ENTRETIEN CROISÉ

François Cholley, président et Jean-Marc Bouchy, directeur général des services partagent leur regard sur l'année 2023 et reviennent sur les ressources déployées par le Syndicat de l'Orge.

Quels ont été les actions marquantes de l'année ?

François Cholley : J'aurais envie de dire qu'elles l'ont toutes été.

En effet, notre action est multifacette, avec quelques grosses opérations et de nombreuses petites actions. Toutes concourent à avancer vers nos objectifs d'avoir des réseaux de collectes efficaces, une épuration de haut niveau et une rivière propre dans une vallée agréable. Ainsi, notre syndicat réalise chaque année quelque 8 millions d'euros de travaux. En 2023, la poursuite de la réhabilitation du collecteur intercommunal de doublement (CID) sur Athis-Mons d'un diamètre de 1,8 m sur 700 m, a mobilisé un montant de 7 millions d'euros financés par le Syndicat, l'Agence de l'eau Seine-Normandie et le Conseil départemental. Nous avons aussi consacré 430 000 € en études préparant les travaux. Une grande partie de nos dépenses porte sur les dépenses d'entretien et d'exploitation des réseaux d'assainissement.

En parallèle, nous gérons aujourd'hui 18 stations d'épuration : certaines petites de quelques centaines d'équivalents-habitants (EH) et d'autres moyennes avec une capacité allant jusqu'à 40 000 EH, comme à Ollainville.

Certaines sont encore à rénover mais notre parc sera bientôt intégralement aux normes toujours plus exigeantes !

Le travail de "fourmi" se poursuit en matière de contrôles de branchement, tant au niveau des particuliers qu'au niveau des entreprises, des immeubles collectifs et des bâtiments publics parmi lesquels treize lycées classés non conformes dont les travaux sont en cours. En moyenne, près de 300 entreprises sont contrôlées chaque année et seules 20 % d'entre elles reçoivent un diagnostic favorable du premier coup. Les autres doivent se mettre en conformité avec un délai entre un et trois ans selon les travaux à engager. Sinon, elles s'exposent à des pénalités : quintuplement de la redevance assainissement et une pénalité annuelle de 2 à 10 000 € !



Notre action s'inscrit dans une démarche partenariale et collective."

François Cholley



Jean-Marc Bouchy : Concernant la qualité de l'eau de la rivière, nous complétons les actions sur les origines de pollution par un plan d'actions pluriannuel ciblé. Il vise à résorber les points noirs de pollution identifiés sur l'ensemble de notre territoire. Partant de l'identification de rejets d'eaux usées anormaux en rivière, récurrents voire permanents, nous "remontons" dans les réseaux pour en cibler les causes et les secteurs, comme une zone d'activité ou d'habitat. Cette démarche est concertée avec la mise en place d'un groupe de travail, composé d'élus des communautés d'agglomérations qui ont la responsabilité de la collecte des eaux usées. Au total, 23 secteurs ont été identifiés sur le bassin versant de l'Orge.

Le Syndicat se mobilise également sur les pollutions ponctuelles des cours d'eau. Une vingtaine de pollutions ont été recensées, ce qui est trop. Elles sont souvent courtes ce qui rend difficile l'identification des responsables, d'autant que la procédure de verbalisation et d'instruction judiciaire est une prérogative de l'État. Elles peuvent aussi être accidentelles telle l'obstruction d'une canalisation d'eaux usées que nous avons subie en amont de la station de traitement des eaux usées de Forges. Il existe aussi des pollutions "naturelles", surveillées par le Syndicat afin de prévenir les usagers du risque. C'est le cas sur les bassins du territoire, avec le développement des cyanobactéries ou algues vertes, ces micro-organismes qui sécrètent des toxines présentant un risque pour la santé animale et humaine. En matière de continuité écologique et renaturation des cours d'eau, nous avons supprimé une chute d'eau, obstacle à l'écoulement et à la circulation des poissons à Saint-Germain-lès-Arpajon. Ainsi l'Orge s'écoule librement de Breuillet jusqu'à la Seine !

Une réflexion sur la gestion des déchets sur la vallée (50 tonnes d'ordures ménagères par an, entre 20 et 30 tonnes d'encombrants par an et 90 poubelles ramassées chaque semaine) a été initiée avec Cœur d'Essonne Agglomération sur son territoire. Nous avons installé des conteneurs identifiés par une signalétique spécifique "Plus belle ma vallée avec le tri sélectif" sur deux sites : le bassin du Carouge à Brétigny-sur-Orge et le bassin de Saint-Michel-sur-Orge. Les petites poubelles installées sur ces sites ont été enlevées.

“ Nous avons renouvelé
notre triple certification :
qualité, environnement
et santé-sécurité. ”

Jean-Marc Bouchy

Avez-vous d'autres priorités pour le Syndicat ?

F. C. : Nous avons comme objectif de connaître les secrets du comportement de l'Orge et de renforcer notre efficacité en matière de prévention du risque d'inondation et de réaction en cas de pollution. Nous allons rénover notre outil de télésurveillance de la rivière satisfaisant pendant 27 ans. C'est un investissement de plus d'un million d'euros pour les 18 mois à venir. Plus moderne et plus réactif, cet outil offrira aux équipes en charge de la supervision de la rivière, des informations plus stables et plus rapides. Le délai de réaction et la qualité de décision des équipes du Syndicat en seront améliorés. Il sera opérationnel en 2025. Cela va de pair avec des exercices à "froid". En 2023, une inondation a été simulée en impliquant de nombreux acteurs. Nous avons pu coordonner nos actions en temps réel avec les communes et les services de secours pour informer les riverains ou organiser leur évacuation.

Pour compléter notre dispositif, nous renforçons aussi notre rôle d'animation en matière d'eaux pluviales et nous intéressons plus particulièrement aux problèmes de ruissellement agricole et rural rencontrés par les communes adhérentes, très en attente sur le sujet. Nous portons aussi des mesures agroenvironnementales pour aider les agriculteurs dans leur gestion de l'eau.

De même, le changement climatique nous mobilise ! Avec l'aide d'un cabinet conseil, nous venons de réaliser un bilan carbone qui a pour objectif de quantifier les gaz à effet de serre (GES) émis par l'activité du Syndicat. Les résultats obtenus serviront à réduire l'impact environnemental de notre collectivité. Les trois postes les plus émetteurs de CO₂ sont les travaux d'assainissement (réhabilitations et exploitation), la consommation d'énergie (consommations de gaz, d'électricité et de carburant) et les immobilisations (bâtiments, outillage, et équipements informatiques).

Je rappellerai enfin que notre action s'inscrit dans une démarche partenariale et collective. Une logique de confiance, de transparence et de coopération mobilise de nombreux acteurs institutionnels, économiques et associatifs. Je les remercie chaleureusement pour leur engagement et leur soutien, ainsi que l'ensemble des agents pour leur implication au quotidien. Elle est essentielle pour une mise en œuvre efficace de nos missions de service public.



Jean-Marc Bouchy
Directeur général
des services

François Cholley,
Président du Syndicat de l'Orge, membre
et administrateur du comité de bassin
Seine-Normandie, Maire de Villemaison-sur-Orge,
Vice-président de Cœur d'Essonne Agglomération

J.-M. B. : Pour préparer l'avenir, nous avons lancé de nombreuses études en matière de réduction des inondations (sur Port Sud, sur la Prédecelle ou encore le bassin du Grand Etang à Marcoussis) et sur le milieu naturel. Certaines sont toujours en cours dans les secteurs d'Arpajon, de Sermaise, Dourdan, Juvisy et Athis-Mons. Nous avons poursuivi l'élaboration des plans de gestion de nos espaces naturels et du plan paysage en lien avec les communes et les associations. Cette démarche s'appuie notamment sur des enquêtes de satisfaction auprès des usagers de la vallée, ce qui nous permettra d'adapter nos pratiques et nos aménagements aux besoins des habitants de notre territoire. La dernière phase consacrée au plan d'actions et au déploiement opérationnel doit être finalisée en 2024. J'ai également eu le plaisir, de constater le renouvellement de notre triple certification : qualité, environnement et santé-sécurité. En 2023, nous avons organisé la première édition d'une journée sécurité. Son objectif est de sensibiliser l'ensemble des agents aux différents risques liés au travail mais aussi d'améliorer la qualité de vie au travail.

L'action, la réactivité et l'expertise du Syndicat de l'Orge sont reconnues depuis de nombreuses années grâce à l'implication et l'investissement au quotidien de nos équipes qui œuvrent efficacement à la protection des milieux naturels et à l'amélioration des réseaux. Je tiens ici à les remercier et nous invite collectivement à ne pas relâcher nos efforts pour assurer une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau sur l'ensemble de notre territoire.

L'Agence de l'eau Seine-Normandie, le Conseil départemental de l'Essonne, le Conseil régional d'Île-de-France

et l'État (Fonds Barnier) participent financièrement à la réalisation des projets. Les montants indiqués sont les montants mandatés en 2023. Ils ne correspondent pas aux montants globaux des opérations qui peuvent s'étaler sur plusieurs années.



RIVIÈRE

PRINCIPALES OPÉRATIONS
(DÉPENSES ANNUELLES HORS RAR*)

59 030 € TTC

Acquisitions foncières

567 006 € TTC

Études diverses

Dont :

25 k€

Étude Moutard Martin

40 k€

Restauration Moulin Choiseliers

170 k€

Étude et maîtrise d'œuvre
réouverture de l'Orge dans Juvisy

68 k€

Réouverture de l'Orge à Athis-Mons

39 k€

Étude globale du Perray

33 k€

Plan paysage et biodiversité

48 k€

Étude valorisation
écologique Vaucluse

98 k€

Étude secteur Vésine
Veneau à Dourdan

42 k€

Étude hydromorphologique
globale de l'Orge

482 454 € TTC

Études et travaux hydrauliques,
de lutte contre les inondations
et PAPI

154 434 € TTC

Travaux bâtiment
(bardage, chaudière,
abri vélo...)

234 949 € TTC

Travaux site du Dojo
à Villemoisson-sur-Orge



ASSAINISSEMENT

PRINCIPALES OPÉRATIONS
(DÉPENSES ANNUELLES HORS RAR*)

4 131 379 € HT

Travaux de réhabilitation CID
des coteaux à Athis-Mons

1 560 294 € HT

Travaux station d'épuration la Forêt-le-Roi

673 553 € HT

Travaux de réhabilitation des réseaux de collecte

145 653 € HT

Travaux de réhabilitation du réseau à Dourdan

226 871 € HT

Chemisage rue du Clos et impasse
de l'ancienne forge à Boissy

175 525 € HT

Réhabilitation Ravel
et chemin Chat-Même à Forges

215 346 € HT

Schéma directeur d'assainissement
Orge Renarde Rémarde

156 679 € HT

Chemisage rue Racin et Sablons à Boissy

369 167 € HT

Travaux réseaux Rue Deniau Moulin
Choiseliers à Dourdan

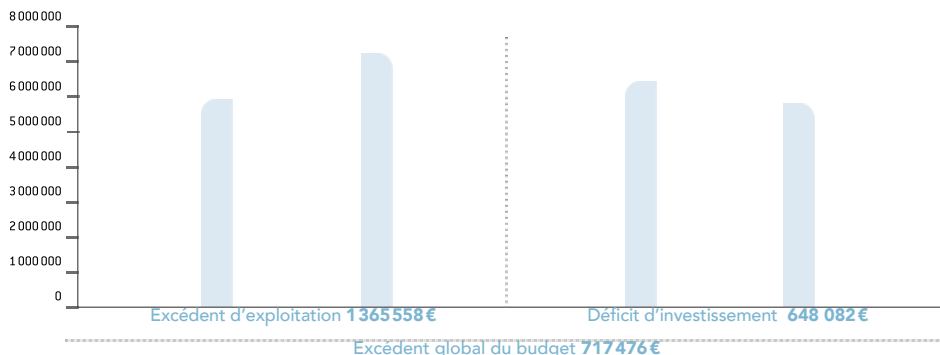
* RAR : restes à réaliser

FONCTIONNEMENT

INVESTISSEMENT

Budget
RIVIÈRE*

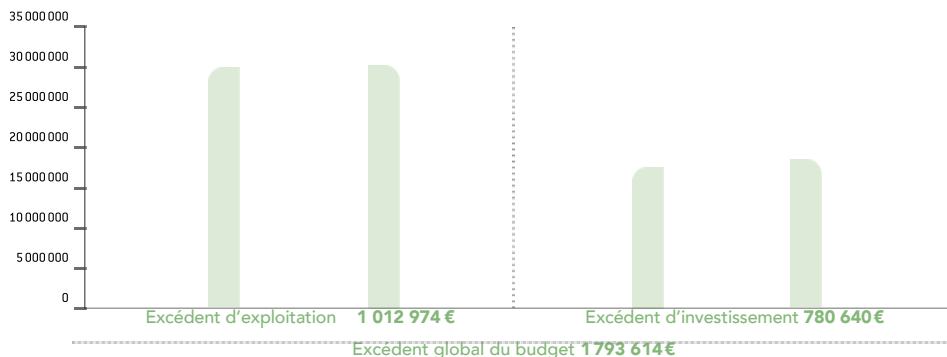
* Le budget principal RIVIÈRE (M14 en 2023) est financé principalement par les contributions des collectivités membres et les subventions.



Encours de la dette * 6 265 260 € - Capacité de désendettement 7,58 années

Budget
ASSAINISSEMENT*

* Le budget annexe de l'assainissement (M49) est financé par les redevances d'assainissement pour les compétences collecte, transport et épuration, la Participation pour le Financement de l'Assainissement collectif (PFAC) et les subventions.



Encours de la dette * 14 644 605 € - Capacité de désendettement 8,37 années

Ressources
2023



Rivière

Cotisations communales
et communautaires

4 366 130 €

Subventions
2 646 975 €



Assainissement intercommunal

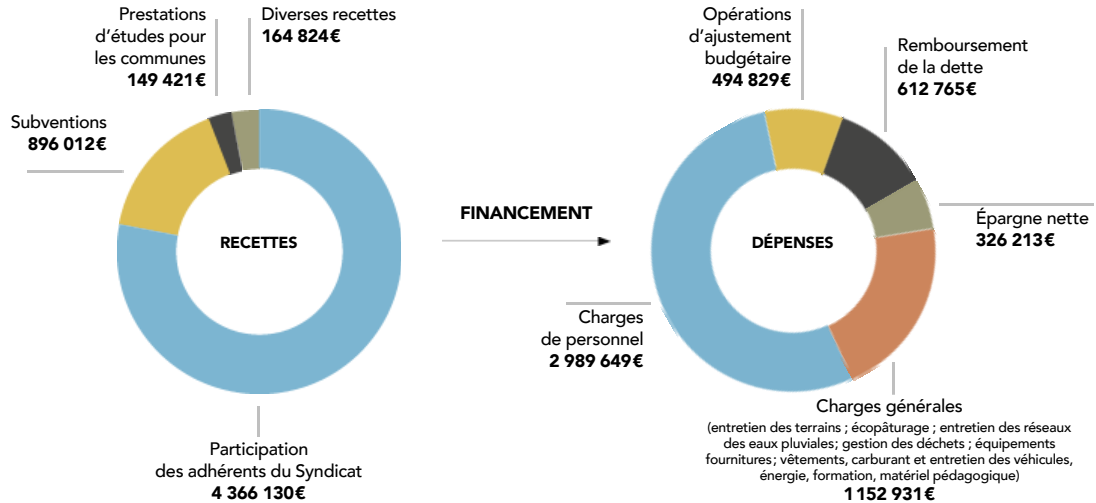
Redevance syndicale
d'assainissement (hors reversements)

9 936 340 €

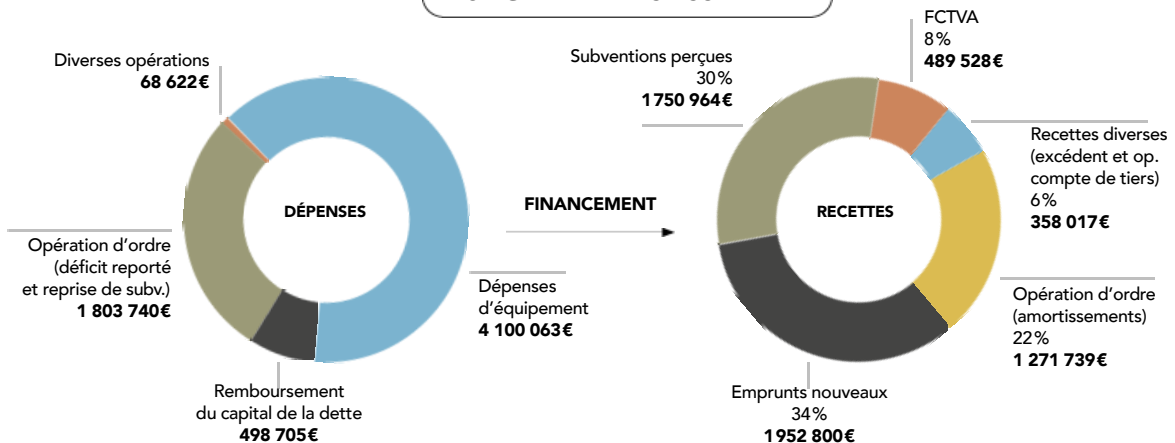
Subventions
6 376 047 €

Rivière

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

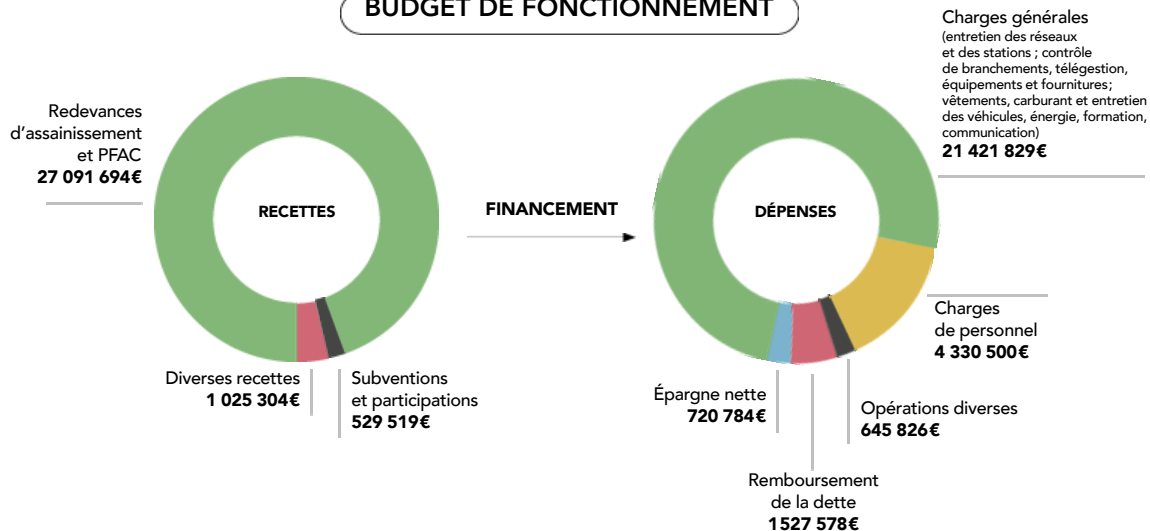


BUDGET D'INVESTISSEMENT

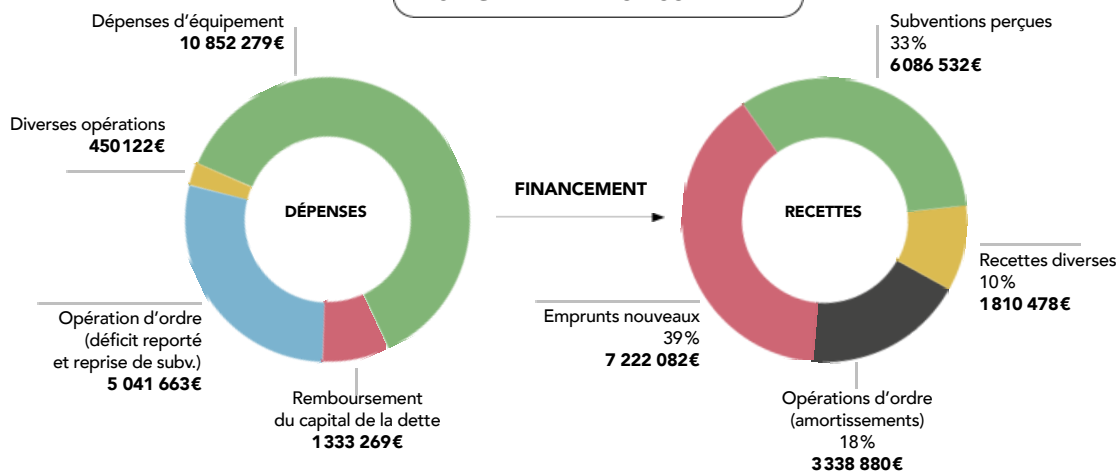


Assainissement

BUDGET DE FONCTIONNEMENT



BUDGET D'INVESTISSEMENT



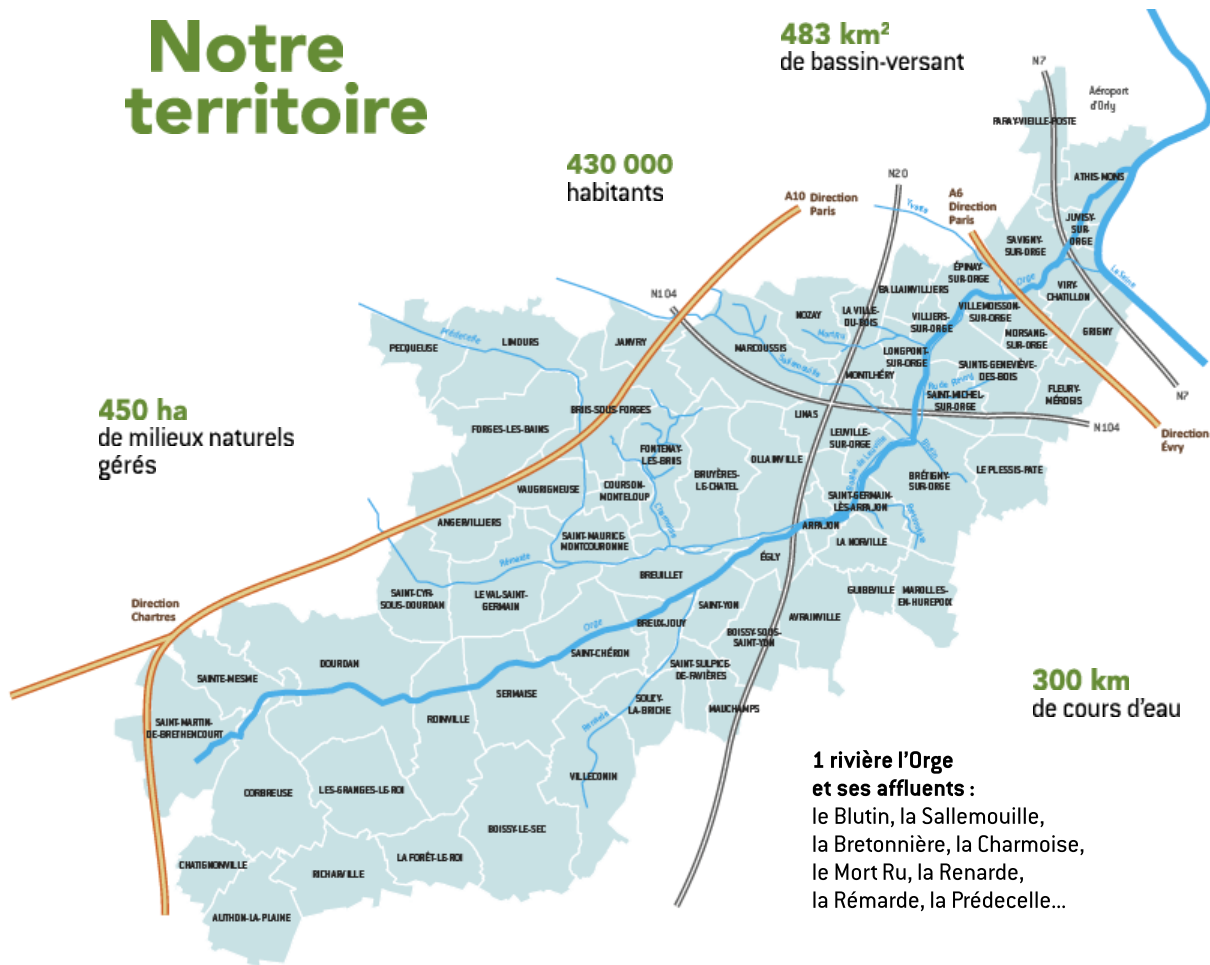
Notre territoire

483 km²
de bassin-versant

430 000
habitants

450 ha
de milieux naturels
gérés

300 km
de cours d'eau



**1 rivière l'Orge
et ses affluents :**
le Blutin, la Sallemouille,
la Bretonnière, la Charmoise,
le Mort Ru, la Renarde,
la Rémarde, la Prédecelle...



**Filière
administrative**

32 agents

[27 femmes et 5 hommes]
Catégorie C : 17 agents
Catégorie B : 10 agents
Catégorie A : 5 agents



Filière technique

99 agents

[26 femmes et 73 hommes]
Catégorie C : 46 agents
Catégorie B : 28 agents
Catégorie A : 25 agents

Nos équipes

RÉPARTITION PAR CATÉGORIE
ET PAR FILIÈRE

137
agents

92 TITULAIRES
42 CONTRACTUELS
3 APPRENTIS
21 CADRES

[13 femmes et 8 hommes et la parité
en Comité de direction :
3 femmes et 3 hommes]



16 arrivées



12 départs

80
hommes



57
femmes

41,7 ans de moyenne d'âge



Filière animation

3 agents

[2 femmes et 1 homme]
Catégorie C : 2 agents
Catégorie B : 1 agent



ATTEINDRE LE BON ÉTAT ÉCOLOGIQUE DE L'ORGE ET DE SES AFFLUENTS

L'Orge est une ressource naturelle exceptionnelle et nous devons la préserver. Nous nous sommes donné comme objectif d'atteindre un bon état chimique et un bon potentiel écologique de la rivière et ses affluents. Voilà pourquoi

nous combattons les pollutions, réhabilitons nos collecteurs, soutenons la mise en conformité des branchements et agissons avec force pour la restauration des cours d'eau.



Nous assurons le transport des eaux usées vers les stations d'épuration

La mission du Syndicat est d'assurer le transport des eaux usées collectées par les communes, les communautés adhérentes et par les autres syndicats du bassin versant. L'objectif est de les conduire vers la station d'épuration Seine Amont du SIAAP* à Valenton, celle du Moulin Neuf à Ollainville ainsi que vers de plus petites installations. Toute l'aire de collecte sauf exception relève d'un assainissement de type séparatif, avec des réseaux distincts pour les eaux usées et les eaux pluviales.

* SIAAP : Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne



NOUS ENTRETENONS ET RÉNOVONS LES RÉSEAUX

Le réseau syndical d'eaux usées est composé principalement de **deux collecteurs en fond de vallée**, le collecteur intercommunal initial (CII) opère de l'amont de Dourdan à Athis-Mons quand le collecteur intercommunal de doublement (CID) s'étend de Brétigny-sur-Orge à Athis-Mons. Des antennes reçoivent également les effluents des réseaux communaux.

Pour le Syndicat, gérer le réseau intercommunal d'eaux usées consiste à :

- **maintenir les installations** du réseau (pompes et vannes),
- **améliorer le fonctionnement des ouvrages** (travail transversal entre le service d'exploitation et les bureaux d'études),
- **réaliser le curage régulier** d'ouvrages singuliers (siphons, fosses à sables, bassins secs),
- **pratiquer le curage linéaire** du réseau (programme pluriannuel d'interventions),
- **exploiter les données issues des stations de mesures de débits** installées dans les collecteurs,
- **réhabiliter** ou remplacer des collecteurs dégradés.

En 2023, nous avons mené deux chantiers syndicaux sous maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre syndicales.



DOURDAN

**Réhabilitation du collecteur de transport
rue Georges Deniau**

En fond de vallée, ce collecteur de transport permet de collecter l'ensemble des eaux usées des communes de Saint-Martin-de-Bréthencourt, Sainte-Mesme et Dourdan. Alors que l'ensemble des branchements de la rue Georges Deniau était en mauvais état, une de ses parties présentait des défauts d'étanchéité avec infiltration de racines. La réhabilitation de cette partie du collecteur était prévue au schéma directeur d'assainissement (SDA) Orge/Renarde. Les travaux ont consisté à gagner 630 mètres de réseaux de diamètre 350 en béton ; à réhabiliter 23 regards de visite ; à remplacer 21 branchements en amiante-ciment par du polypropylène de diamètre 160 et créer trois nouveaux branchements.

Financements : Syndicat de l'Orge 35 %, Agence de l'eau Seine Normandie 40 %, Conseil départemental 91 25 %
Coût des travaux : 353 850 € HT



161 km

de réseaux
syndicaux eaux
usées en transport
et 244 km
en collectes
communales

ATHIS-MONS

Fin de la réhabilitation du CID
secteur coteaux à Athis-Mons
débuté en avril 2022

710 mètres

concernés pour un montant
de 7 330 000 € HT
en 2023



La station de pompage à Athis-Mons.

BILAN D'AVANCEMENT GLOBAL DES RÉHABILITATIONS DU PATRIMOINE SYNDICAL FIN 2023

Bassin de collecte-épuration	Type de réseau	Linéaire total (km)	Travaux réalisés (km)	% linéaire réalisé	Travaux à l'étude (km)	% linéaire à l'étude	Reste à étudier (km)	% Restant à étudier
Seine-Valenton	CID	16,1	7,6	47,2 %	1,3	8,1 %	7,2	44,7 %
	CII	24,6	13,9	56,5 %	0,0	0,0 %	10,7	43,5 %
	Antennes	53,7	48,3	89,9 %	0,9	1,7 %	4,5	8,4 %
	Total	94,4	69,8	73,9 %	2,2	2,3 %	22,4	23,7 %
Moulin Neuf - Ollainville	Collecteurs Orge-Rémarde-Renarde	53,4	8,7	16,3 %	7,9	14,8 %	36,8	68,9 %
	Antennes	9,0	6,9	76,7 %	0,9	10,0 %	1,2	13,3 %
	Total	62,4	15,6	25,0 %	8,8	14,1 %	38,0	60,9 %
Val Saint-Cyr	Collecteur du Val Saint-Cyr	3,8	1,9	50,0 %	0,0	0,0 %	1,9	50,0 %
TOTAL		160,6	87,3	54,4 %	11,0	6,8 %	62,3	38,8 %

Un assainissement collectif à réparer et à améliorer sans cesse

La Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) est une contrepartie de la desserte d'une parcelle concernée par l'assainissement collectif déjà en place. Liée au déversement d'eaux usées dans les réseaux publics, elle contribue au financement de l'évolution des équipements publics d'assainissement. La PFAC est demandée aux nouveaux acquéreurs de biens raccordés aux réseaux d'eaux usées, aux propriétaires ayant réalisé des travaux d'extension de leur construction et à ceux ayant besoin de se raccorder à la suite de la réalisation/extension d'un réseau. La PFAC est instaurée par une délibération qui détermine également son montant. Les sommes sont encaissées durant l'année à la suite des titres émis par le service d'urbanisme et aux reversements de la part "transport syndical" des communautés d'agglomération (hors Grand-Orly Seine Bièvre). En 2023, un poste de régisseur PFAC a été créé pour permettre un meilleur suivi de cette recette.

Le montant de la PFAC encaissée a atteint 161 292 € pour 45 titres émis en 2023.



Remplacement d'un tronçon de 56 mètres en amiante-ciment par un collecteur d'eaux usées

NOUS RÉNOVONS LES RÉSEAUX DE COLLECTE

En 2023 sur les réseaux de collecte, nous avons engagé plusieurs chantiers sous maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre syndicales.



Réhabilitation du réseau d'eaux usées de la rue des Sablons et du secteur Racine

À la suite de la réalisation en 2013 du schéma directeur d'assainissement sur la commune de Boissy-Sous-Saint-Yon, les réseaux d'eaux usées de collecte rue des Sablons et secteur Racine se sont avérés en mauvais état. Les inspections télévisées des collecteurs ont montré des dégradations des réseaux, des décentrages ainsi que des fissures ne pouvant être maintenues en place. Elles ont également révélé la présence importante de "flachs", affaissements dans une canalisation entraînant une accumulation de matière qui empêche les eaux usées de circuler et engendre un refoulement.

Les travaux ont consisté à :

Secteur Racine :

- Le chemisage continu de 253 mètres de collecteur d'eaux usées de diamètre 200 ;
- La création de 40 boîtes de branchement ;
- La réhabilitation par l'intérieur de douze regards de visites ;
- Le remplacement de 25 branchements ;
- La réouverture de sept regards borgnes ;
- La création d'un regard de visite.

Rue des Sablons

- Le remplacement en tranchée d'un tronçon de 56 mètres en amiante-ciment par un collecteur d'eaux usées en diamètre 200 mm en polypropylène ;
- Le chemisage continu de 237 mètres de collecteur eaux usées de diamètre 200 ;
- La création d'une boîte de branchement ;
- La réhabilitation par l'intérieur de neuf regards de visites ;
- Le remplacement de 21 branchements.

Coût des travaux : 475 000 € HT

Financements : Agence de l'eau Seine-Normandie 37 %, Syndicat 63 %



Changement d'un regard de visite à Dourdan



Réhabilitation du réseau d'eaux usées des rues des Boucheries, Dunant, de l'Étang et du Boulevard Zola

En 2012, le schéma directeur Orge & Renarde a identifié plusieurs secteurs de Dourdan dont les réseaux d'eaux usées nécessitent des réhabilitations. Les inspections télévisées ont confirmé que les collecteurs et branchements de ces rues étaient en mauvais état avec notamment des effondrements partiels : perforations et pénétrations d'éléments extérieurs, nombreux débordements ou décentrages d'éléments de canalisation, déviations angulaires et flachs perturbant le bon écoulement des effluents.

Dans la rue des Boucheries : les travaux ont consisté au chemisage continu de 120 mètres de collecteur d'eaux usées de diamètre 400, à la réhabilitation de six regards de visite, au remplacement de cinq mètres de collecteur d'eaux usées de diamètre 400 et au remplacement de treize branchements.

Rue Dunant : au remplacement de quatre regards de visite ; à la création d'un regard de visite ; au remplacement de 123 mètres de collecteur eaux usées de diamètre 200 et le remplacement de onze branchements.

Boulevard Zola et rue de l'Étang : au chemisage continu de 133 mètres de collecteur eaux usées de diamètre 200, à la réhabilitation de douze regards de visite, au remplacement de 69 mètres de collecteur eaux usées de diamètre 200 et le remplacement de 22 branchements.

Coût des travaux : 521 000€ HT

Financements : Agence de l'eau Seine-Normandie 28 %, Conseil départemental 15 %, Syndicat : 57 %

* Exceptée rue des Boucheries avec 0 %



Réhabilitation du réseau d'eaux usées des rues Céleste Boursier et des Écoles

Le schéma directeur Orge & Renarde a également identifié les réseaux d'eaux usées nécessitant des réhabilitations dans plusieurs secteurs de Saint-Chéron.

Les inspections télévisées ont confirmé que les collecteurs et branchements de ces rues étaient en mauvais état avec notamment des effondrements partiels, des perforations et épaufrures, des manchettes en feutres défectueuses perturbant le bon écoulement des effluents et de nombreux débordements et décentrages d'éléments de canalisation.

Les travaux ont consisté :

- **Rue Céleste Boursier**, au chemisage continu de 126 mètres de collecteur d'eaux usées en diamètre 200, à la réhabilitation de six regards de visite, à la création d'un regard de visite, au remplacement de 26 mètres de collecteur eaux usées de diamètre 200 et au remplacement de 21 branchements.
- **Rue des Écoles**, au chemisage continu de 46 mètres de collecteur d'eaux usées de diamètre 200, à la réhabilitation de deux regards de visite et au chemisage continu de trois branchements.

Coût des travaux : 196 000€ HT

Financements : Agence de l'eau Seine-Normandie 35 %, Conseil départemental 15 %, Syndicat : 50 %



NOUS SCRUTONS RÉGULIÈREMENT NOS RÉSEAUX

Le Syndicat mène des études préalables sur son territoire (topographie, inspections télévisées, débitmétrie) pour surveiller l'état de ses collecteurs et en prévoir les travaux de réhabilitation.

En 2023, dix études ont été réalisées pour un montant de 213 710 € HT. Sur les réseaux de collecte, douze études ont également été menées pour un montant de 198 205 € HT.

Les stations d'épuration du territoire

18 stations sont gérées par les équipes du Syndicat et une station par délégation de service public. Deux études ont été réalisées sur les stations d'épuration de Vaugrigneuse et Dourdan/Longevilliers pour un montant de 26 561 € HT.

Débutés en 2022, les travaux à La Forêt-le-Roi pour la création de deux stations d'épuration par filtres plantés de roseaux, avec bassin d'orage en tête de stations et zone d'infiltration comme exutoire, ont été terminés.

530 390 m³ d'eaux usées ont été traités en 2023 (stations en régie).

Coût de l'entretien en régie des stations : 306 365 € HT/an

DÉTAIL DES MOLÉCULES PRÉSENTES EN ENTRÉE ET EN SORTIR DE STATION

Tableau de résultats substances polluantes

Famille	Substances	Code Sandre
Alkylphénols	Nonylphénols	1958
Alkylphénols	NP1OE	6366
Alkylphénols	NP2OE	6369
Alkylphénols	Octylphénols	1959
Alkylphénols	OP1OE	6370
Alkylphénols	OP2OE	6371
Autres	Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)	6616
Autres	Sulfonate de perfluorooctane (PFOS)	6561
HAP	Benzo (g,h,i) Pérylène	1118
HAP	Benzo (b) Fluoranthène	1116
Métaux	Arsenic (métal total)	1369
Métaux	Cuivre (métal total)	1392
Métaux	Zinc (métal total)	1383
Pesticide	Chlortoluron	1136
Pesticides	Cyperméthrine	1140
Pesticides	Dichlorvos	1170
Pesticides	Diflufenicanil	1814



Focus sur les micropolluants de la station d'épuration

Conformément à la réglementation, une étude de rejets de substances dangereuses dans les eaux a été réalisée en 2023. Cette campagne de recherche avait pour objectif de déterminer les micropolluants présents significativement dans les eaux brutes en entrée de STEU et dans les eaux traitées en sortie de STEU.

Évolution des mesures 2023 par rapport aux mesures réalisées en 2018-2019.

En entrée de station : 11 molécules en 2022 contre 12 en 2018

En sortie de station : 4 molécules en 2022 contre 8 en 2018.

En 2024, une étude de diagnostic vers l'amont sera mise en place afin de déterminer l'origine des nouvelles substances retrouvées en quantité significatives.

Il s'agit de micropolluants (arsenic, sulfonate de perfluorooctane présent notamment dans les emballages alimentaires et Diflufenicanil molécule utilisée en agriculture).

Entrée station (2023)							Sortie station (2023)						
1	2	3	4	5	6	Substance significative	1	2	3	4	5	6	Substance significative
30/01	03/04	16/05	19/07	18/09	13/11	Entrée station	30/01	03/04	16/05	19/07	18/09	13/11	Sortie station
						Oui							Non
x	x		x	x	x	Oui							Non
						Oui							Non
x	x		x			Oui							Non
x	x	x		x		Oui							Non
x	x	x		x		Oui							Non
x	x	x		x	x	Oui							Non
		x				Oui		x		x			Oui
		x		x		Oui							Non
		x	x	x	x	Oui							Non
					x	Oui							Non
x	x	x	x	x	x	Oui							Non
x	x	x	x	x	x	Oui	x	x	x	x	x	x	Oui
x	x	x	x	x		Non	x	x	x	x	x	x	Oui
x	x		x		x	Oui							Non
	x					Oui							Non
						Non			x				Oui

NOUS VÉRIFIONS LA CONFORMITÉ DES BRANCHEMENTS

Dans leur lutte contre les rejets d'eaux usées dans la rivière, le Syndicat et les communes engagent **des programmes de contrôle et de mise en conformité des installations d'assainissement** pour particuliers, entreprises, immeubles collectifs et bâtiments publics.

NOUS CONJUGUONS MAÎTRISE DES REJETS ET MISE EN CONFORMITÉ

Les entreprises utilisant les réseaux publics sont tenues par le Code de la santé d'obtenir un arrêté d'autorisation de rejet en assainissement. Il est signé par le maire après avis du Syndicat de l'Orge et du SIAAP. Nous apportons ici **un appui technique qui couvre l'accompagnement, voire la prise en charge complète du dispositif de mise en conformité** : diagnostic, identification des travaux, montage du dossier d'aides et délivrance de l'autorisation de déversement.

Pour faire avancer la mise en conformité des entreprises, le Syndicat s'appuie sur :

- **l'information**, pour faire connaître les enjeux aux entreprises,
- **l'accompagnement**, pour expliquer les travaux à réaliser et aider les entreprises à obtenir l'aide financière de l'Agence de l'eau,
- **les relances**, pour assurer un suivi régulier des entreprises non conformes,
- **les pénalités**. Afin de les mobiliser, le Syndicat inscrit les entreprises non volontaires sur la procédure de doublement de la redevance assainissement. Le Code de la santé publique prévoit aussi une pénalité financière de 10 000 € en cas de non-respect des prescriptions des autorisations de déversement.



Dans quels cas peut-on autoriser le deversement des effluents non domestiques dans un réseau public de collecte ?

- 1. Compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau.
- 2. Possibilité de traitement de l'effluent par la station d'épuration.
- 3. Absence de risque pour le personnel exploitant.
- 4. Pollution résiduelle rejetée au milieu naturel ne détériorant pas le milieu aquatique.
- 5. Respect des engagements et transparence entre les acteurs.

QUELLE EST L'UTILITÉ D'UNE ENQUÊTE DE CONFORMITÉ ?

1

Vérifier la bonne séparation
des eaux usées domestiques
ou non domestiques
et des eaux pluviales.

2

Contrôler l'existence
et l'entretien des ouvrages de prétraitement
spécifiques à chaque activité,
tels que les bacs dégraisseurs
(restaurants), les séparateurs
à hydrocarbures ou débourbeurs (garages),
les bacs de décantation, les fosses
de refroidissement (industries).



3

Vérifier la gestion
des produits et des déchets liquides.

4

Prévenir les risques accidentels
de pollution.

Fin 2023, 126 entreprises ont été auditées.

17 autorisations de rejet d'eaux usées non domestiques ont été signées.

67 entreprises ont été mises en conformité sur le territoire du Syndicat de l'Orge.

ADOPTER DE BONNES PRATIQUES SUR NOTRE TERRITOIRE



OPÉRATION GRIGNY 2

L'opération Grigny 2 visant les entreprises dites "à risque" (restaurants, garages, gros industriels, etc.) poursuit le programme initié en 2021 sur la zone d'activités des Radars.

32 entreprises ont été diagnostiquées pour un coût total de 28 070 € HT (hors coût d'animation).

Cinq ont été mises en conformité.

L'Agence de l'eau Seine-Normandie finance cette opération à hauteur de 50 % et le Département de l'Essonne de 25 %.



OPÉRATION VIRY-CHÂTILLON

La collecte des eaux usées est assurée par la communauté Grand Orly Seine Bièvre. Leur transport est assuré lui par le Syndicat de l'Orge et leur traitement par le SIAAP via la station d'épuration de Valenton. Les entreprises ciblées concernent principalement des rejets chargés en graisses et en hydrocarbures.

Sur 44 entreprises diagnostiquées : une entreprise a été déclarée conforme et 43 ont été déclarées non conformes.



OPÉRATION CROIX-BLANCHE À SAINTE-GENEVIÈVE-DES-BOIS

Cette zone bordée par la route nationale 104 est le plus grand parc d'activités d'Île-de-France avec plus de 700 000 m². L'ensemble du réseau de collecte des eaux usées est raccordé au réseau de transport du Syndicat de l'Orge. Plusieurs pollutions y ont été constatées. Au regard des 250 entreprises présentes sur cette zone, l'opération est menée en deux étapes : une première phase en 2023-2024 comprenant la zone industrielle et une seconde phase, majoritairement commerciale en 2025.

Sur 55 entreprises diagnostiquées, treize entreprises ont été déclarées conformes et 42 déclarées non conformes.

LES VENTES DE BIENS

Le diagnostic de l'assainissement est une prestation obligatoire et payante lors de la vente d'un bien. Le Syndicat est alors sollicité par l'usager pour réaliser le contrôle de conformité.

En 2023, sur les 91 enquêtes réalisées, 70 entreprises ont été déclarées non conformes lors du diagnostic initial. 28 entreprises se sont mises en conformité avant la vente, soit 40 % des entreprises contrôlées non conformes.



OPÉRATION SNCF

Cette opération concerne la réalisation des diagnostics assainissement des 19 gares situées sur le territoire du Syndicat de l'Orge dans le cadre de la convention signée avec SNCF Gares et Connexions. Estimée à 25 000 € HT, elle est financée par l'AESN* et le CD91* à hauteur de 8 901 €. Le reste est à la charge de la SNCF Gares et Connexions.

Sur 17 gares contrôlées, toutes ont été déclarées non conformes.

* AESN : L'Agence de l'Eau Seine-Normandie,
CD91 : Conseil Départemental de l'Essonne



DES DONNÉES D'AUTOSURVEILLANCE PLUS EXIGEANTES

Dans le cadre de la délivrance des arrêtés d'autorisation de déversement, certains établissements sont soumis à des obligations de résultats en matière de qualité des rejets. Des entreprises veillent à ce que ces obligations soient respectées en effectuant un suivi continu ou périodique (campagnes d'analyses annuelles, semestrielles ou trimestrielles). Pour des raisons d'équité, le Syndicat a mis en place depuis 2007 une tarification particulière liée aux spécificités des rejets des activités industrielles les plus importantes. Elle est réalisée à partir des données d'autosurveillance transmises par l'établissement, tant au niveau qualitatif (coefficient de pollution) que quantitatif (coefficient de rejet), sous réserve de leur validation par la collectivité. Cette tarification encourage les entreprises à diminuer la charge polluante rejetée vers les réseaux d'eaux usées, par les prétraitements ou la réduction de leur consommation d'eau. **Sept entreprises sont concernées par cette situation**, parmi lesquelles CHR Hansen, Coca Cola, Delpharm ou encore l'Hôpital de Bligny.

En 2023, les redevances non domestiques ont généré 375 000 € HT de recettes pour le Syndicat. 40 000 € HT ont été alloués au traitement des effluents sur la station de Fontenay-lès-Briis.

LE RÔLE MAJEUR DES RÉSEAUX DE COLLECTE

Assurant la **compétence collective de 24 communes**, nous intervenons dans les différentes situations liées à l'assainissement : curage, travaux d'exploitation ou d'investissement, enquêtes de conformité ou encore création de réseaux. En 2023, nous avons lancé différents travaux ou études **donnant la priorité à la mise en conformité des particuliers.**

En signant une convention avec le Syndicat de l'Orge, les usagers à l'assainissement non conforme peuvent prétendre à une **subvention allant jusqu'à 4 200 €**. Une fois les travaux et contrôles réalisés, nous effectuons une contre-visite, délivrons un certificat de conformité et versons la subvention. Les usagers qui refusent la mise en conformité doivent s'acquitter d'une redevance assainissement doublée. Cette procédure prévue par le Code de la santé publique incite à réaliser des travaux.

Depuis 2010, **nous engageons des campagnes de contrôles et accompagnons les usagers dans la mise en conformité de leurs installations via des opérations collectives.**

Les enquêtes de conformité sont financées à 50 % par l'AESN. En 2023, leur coût s'est élevé à 115 207 € HT. Dans le cadre des ventes de maisons, le Syndicat impose la réalisation d'enquêtes de conformité payées par l'usager. Les dépenses pour la réalisation de ces enquêtes ont atteint 25 351 € HT en 2023.



Réhabilitation du collecteur à Dourdan, l'une des 24 communes gérées par le Syndicat de l'Orge.

Des actions d'entretien récurrentes sur les réseaux gérés par le Syndicat

- 59 désobstructions sur le réseau d'eaux usées et 16 curages préventifs
- 2 désobstructions sur le réseau d'eaux pluviales et 33 curages préventifs
- 41 interventions pour de petits travaux sur les réseaux d'eaux usées et 28 sur les réseaux d'eaux pluviales
- 25 inspections télévisées sur les collecteurs d'eaux usées et d'eaux pluviales
- 440 958 € HT de dépenses d'entretien pour les réseaux d'eaux usées
- 112 092 € TTC de dépenses d'entretien pour les réseaux d'eaux pluviales





Nous surveillons et préservons le milieu aquatique

Le Syndicat prend soin au quotidien du milieu aquatique, pour atteindre le bon état écologique des cours d'eau, préserver les équilibres écologiques et valoriser les zones humides.



LA QUALITÉ DES EAUX ET DES MILIEUX NÉCESSITE UNE VEILLE RIGOREUSE

De nombreuses initiatives du Syndicat de l'Orge permettent de prendre soin des cours d'eau par l'analyse des données enregistrées au quotidien, les campagnes régulières de prélèvements, la lutte contre l'utilisation des produits phytosanitaires ou encore la préservation du paysage.

L'Orge et ses affluents sont sans cesse observés, les rivières et les milieux humides constituant une entité écologique riche mais fragile.

LE BON ÉTAT GLOBAL RESTE UN OBJECTIF À ATTEINDRE

En 2023, le Syndicat de l'Orge a continué le suivi patrimonial sur dix stations en rivière afin de compléter le réseau de surveillance de l'état écologique des masses d'eau mis en place par l'Agence de l'eau. Un bilan détaillé de leur état d'après les résultats des réseaux de suivis de l'Agence de l'eau et du Syndicat sera produit en fin d'année. Zoom sur les affluents de l'Orge : le bilan 2022 mettait en évidence une meilleure qualité physico-chimique de l'Orge aval par rapport à l'Orge amont et ses affluents. Ces derniers sont plus perturbés que l'Orge aval, mais de manière disparate :

- **Le Mort-Ru, le Blutin et le Ru de Fleury** présentent une qualité physico-chimique respectivement moyenne, médiocre et mauvaise en raison de teneurs élevées en ammonium, nitrites, phosphore ou orthophosphates, symptomatiques d'apports d'eaux usées. Les macro-invertébrés sont également un paramètre déclassant, témoignant d'une mauvaise qualité hydromorphologique des cours d'eau ;
- **La Bretonnière, la Vidange et la Sallemouille** présentent quant à elles une bonne qualité physico-chimique, mais ce sont les paramètres macro-invertébrés et macrophytes qui déclassent la qualité écologique globale de ces cours d'eau, traduisant une dégradation des habitats aquatiques ;
- **La Renarde** présente la meilleure qualité physico-chimique du bassin-versant ;
- **La Charmoise et la Prédécelle** présentent des qualités physico-chimique et biologique moyennes, avec des paramètres déclassants aussi bien physico-chimiques (ortho phosphates, phosphore total), que biologiques (macro-invertébrés, diatomées). Cependant, leur qualité biologique continue de s'améliorer.

NOUS SOMMES TOUJOURS PLUS PRÉSENTS POUR LUTTER CONTRE LA POLLUTION DES COURS D'EAU

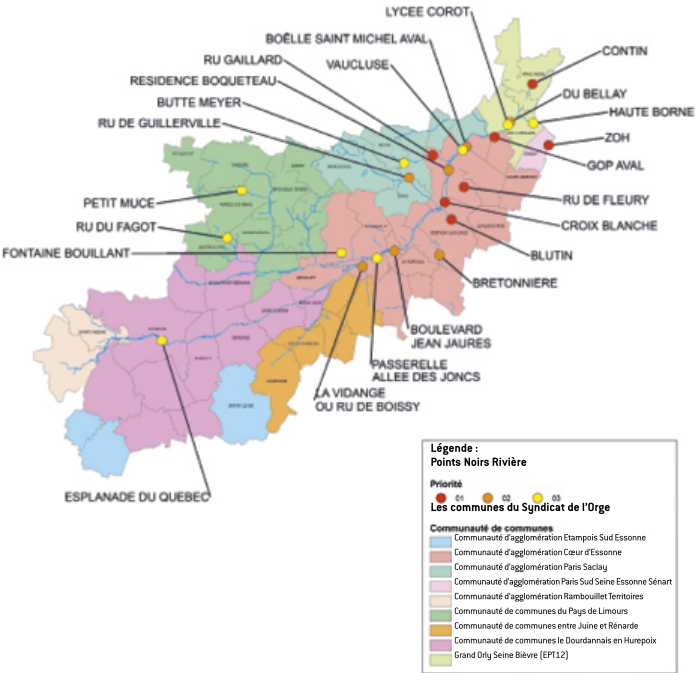
En 2023, nous avons recensé 23 pollutions parmi lesquelles deux ont eu des conséquences néfastes sur la qualité de l'eau en raison de leur ampleur et de leur durée.

À Morsang-sur-Orge, la fuite vers le réseau d'eaux pluviales d'une cuve à fuel enterrée d'un particulier a pu être contenue par des barrages, des boudins absorbants et la mise en place d'un pompage à la sortie du réseau. L'origine de la fuite a été identifiée par une inspection télévisée du réseau permettant de stopper l'arrivée d'hydrocarbures. Le coût des interventions a été refacturé au propriétaire pollueur.

À Briis-sous-Forges, une obstruction du réseau de collecte a entraîné au niveau du camping un débordement des eaux usées vers la Prédecelle, en amont de la station d'épuration. La pollution a été importante en matière de volumes d'eaux usées déversées dans la rivière. Situés entre l'autoroute et la voie ferrée et enfouis sous plusieurs mètres de terre, les regards du réseau étaient particulièrement difficiles d'accès. Une fois dégagés, des inspections télévisées ont pu identifier et localiser l'origine de l'obstruction due à de nombreuses racines d'arbres qui, développées dans la canalisation, bloquaient tout écoulement. Un robot fraiseur a été introduit afin de les couper. Nous avons ensuite mis en place le pompage intégral du réseau pour transporter les eaux usées vers la station d'épuration, jusqu'à la fin des opérations de curage et le rétablissement total de l'écoulement dans la canalisation. Ce réseau sera prochainement réhabilité.

L'ensemble de ce chantier a représenté un coût de 300 000 € HT.

Les points noirs de pollution sur l'Orge et ses affluents



NOUS POURSUIVONS LE PLAN D'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'EAU

En 2023, avec l'ensemble des collectivités gestionnaires de réseaux d'assainissement du territoire, nous avons poursuivi la démarche de résorption des points noirs de pollution aux eaux usées. Il s'agit de points de rejets d'eaux usées en rivière, récurrents voire permanents, liés à des mauvais branchements. L'objectif est d'identifier l'origine de ces branchements défectueux, de réaliser le cas échéant les enquêtes de conformité ou les études préalables à travaux, puis de mener ces travaux. 20 points noirs sont aujourd'hui identifiés sur le territoire.

Comment préserver la qualité de l'Orge ?

- Bannir les produits phytosanitaires utilisés pour l'entretien du jardin ou des toitures, car leurs molécules nocives pour l'homme, la faune et la flore finissent dans la rivière.
- Prendre conscience que les produits déversés dans les réseaux d'eaux pluviales vont dans la rivière.
- Ne pas jeter dans les toilettes lingettes et cotons-tiges qui obstruent les réseaux.
- Alerter dès qu'une pollution est constatée.
- Mettre en conformité son système d'assainissement.

DES ÉTUDES RICHES EN ENSEIGNEMENTS POUR LA CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE

S'il reste encore beaucoup à faire, de nombreux obstacles ont été supprimés sur l'Orge. Le Syndicat mène plusieurs études pour la restauration de la continuité écologique sur son territoire.

À Dourdan, une première étude concerne le secteur situé au droit du bassin des Prés de l'Étang et du moulin Choisselier où nous avons constaté la dégradation de la vanne du Potelet. Elle permet la gestion du bassin des Prés de l'Étang. Cet espace naturel servant de zone de stockage des eaux lors des inondations, présente un bief (canal qui sert à conduire les eaux à la roue d'un moulin) ponctué d'éléments patrimoniaux que sont les lavoirs.

Lors du diagnostic, nous avons identifié plusieurs contraintes techniques et demandes des associations locales. Les riverains habitant le long du bief de Bonniveau veulent conserver une largeur et une hauteur d'eau suffisantes pour leurs lavoirs quand les habitations situées à proximité du Ru Regnard sont parfois inondées. Les multiples ouvrages du réseau hydraulique constituent des obstacles à la libre circulation des espèces aquatiques et des sédiments ; le bassin doit conserver son rôle de stockage des eaux en période de crues notamment pour préserver le centre-ville de Dourdan.

Un scénario a été défini, consistant à aménager les ouvrages hydrauliques existants pour restaurer un fonctionnement naturel des cours d'eau et la libre circulation des espèces et des sédiments, en mettant en valeur le paysage et son patrimoine.

Sur le bassin, nous avons modifié la répartition actuelle des débits en favorisant l'Orge, tout en maintenant un certain niveau d'eau dans le bief de Bonniveau pour les lavoirs. Cette répartition se fait via une vanne automatique située en son amont. Elle permet d'envoyer 30 % du débit dans le bief (contre les 80 % actuels) et 70 % dans l'Orge qui n'en reçoit pour le moment que 20 %. Ainsi, les débordements sont concentrés dans le bassin et n'inondent pas des zones à enjeux, telles que les habitations situées le long du Ru Regnard ou encore le centre-ville de Dourdan.

Coût de l'étude : 113 670,66 € HT



La deuxième étude concerne la promenade Petit-Huis/Veneau et le secteur Georges Deniau où se trouvent l'esplanade du Québec et le centre culturel René Cassin. Elle fait suite à la demande de la commune de Dourdan de proposer des solutions techniques pour réhabiliter 350 mètres de berges, le long de la promenade Veneau qui présente des risques d'effondrement menaçant la sécurité des promeneurs. Nous avons réalisé des travaux d'urgence pour réhabiliter 15 mètres de ces berges avec des pieux bois.

La problématique principale est surtout d'ordre technique, en raison du caractère historique des lieux (remparts dans le centre-ville de Dourdan) et des accès contraints, du fait de la présence de la route ou encore des habitations qui ne permettent pas d'intervenir facilement pour restaurer le cours d'eau.

Coût de l'étude : 152 375 € HT

Indicateurs :

- 1 560 m de berges à renaturer
- 10 ouvrages faisant obstacle à l'écoulement
- 2 km de promenade

À Fontenay-lès-Briis, la commune est parcourue par la Gironde et le ru de Soucy.

Nous avons distingué un ensemble d'obstacles à la continuité écologique dans trois différentes propriétés. Le château de Fontenay et le domaine de Soucy possédant chacun une pièce d'eau historique, constituent des obstacles majeurs à la continuité écologique des deux cours d'eau. Ils empêchent la continuité sédimentaire, piscicole et impactent la température du cours d'eau. Notre étude consiste à élaborer et proposer des scénarios conciliant la restauration de la biodiversité des cours d'eau et les usages liés aux différents sites.

Quatre enjeux cadrent cette étude :

- Atteindre le bon état écologique des cours d'eau par la préservation des écosystèmes existant et la création de nouveaux habitats aquatiques.
- Prévenir le risque d'inondation
- Conserver des usages patrimoniaux liés à l'eau.
- S'adapter aux effets du changement climatiques en soutenant les débits des cours d'eau en période d'étiage.

Dans le périmètre de l'étude, nous avons rattaché à ces enjeux, un objectif principal de suppression et/ou d'effacement des six obstacles à la continuité écologique de la Gironde et du ru de Soucy.

Coût de l'étude : 125 000 € HT

Financements (80 %) : Agence de l'eau 40 %, Conseil Départemental 40 %

Indicateurs :

- 6 obstacles à la continuité écologique
- 4,1 km de cours d'eau où la continuité sera effective
- 6,62 km de berges à restaurer

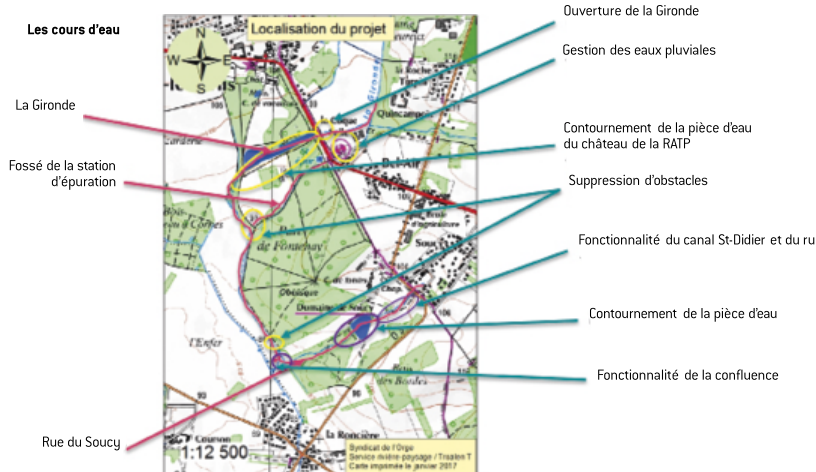
À LONGPONT-SUR-ORGE ET SAINT-MAURICE MONTCOURONNE, L'EFFACEMENT DE PETITS SEUILS SUR LA PREDECELLE ET LA SALLEMUILLE

D'une manière générale, la suppression des seuils vise à l'amélioration de la qualité de l'eau. La restauration de la continuité écologique en est un facteur important car elle permet aux organismes aquatiques de se déplacer d'un habitat à un autre selon leurs cycles de vie. Ainsi une rivière qui accueille davantage d'espèces est une rivière vivante dont la qualité de l'eau est potentiellement meilleure. Pour restaurer la continuité écologique, nous privilégions le démantèlement lorsque l'ouvrage crée l'obstacle.

Indicateurs :

- 2 obstacles à la continuité écologique classés comme infranchissables
- 2,78 km de cours d'eau décloisonnés et donc de continuité écologique (biologique et sédimentaire)

Les différents points d'étude du projet



NOUS RESTONS TRÈS ATTENTIFS À LA FRAGILITÉ DES COURS D'EAU

Nous agissons pour la protection de l'ensemble géographique et paysager de la vallée de l'Orge et de ses affluents.

LES COURS D'EAU MENACÉS PAR LES INCIVILITÉS

La traversée des villes ne résiste pas à l'accumulation des déchets flottants parvenus à la rivière par lessivage de la voirie ou directement jetés par incivilité. **Parmi les tonnes de déchets inertes, de ferraille et d'encombrants extraites chaque année, les plus volumineux sont triés et valorisés dans des filières de traitement spécialisées.**

Outre les barrages fixes pour retenir ces rebuts, nous réalisons depuis une embarcation légère des campagnes de ramassages à la main dans le lit de la rivière. Le Syndicat visite au moins une fois par an l'ensemble du linéaire de la rivière, en période neutre pour la reproduction de la faune rivulaire. Si les embâcles (accumulation de débris obstruant un cours d'eau) sont considérés comme un habitat nouveau et privilégié pour la faune aquatique ou des zones humides, leur retrait est déterminé par le maintien d'un bon écoulement de la rivière ou la garantie de la stabilité des berges.

UNE DÉCLARATION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL (DIG) OBTENUE POUR LA RIVIÈRE

En avril 2023, le Syndicat a obtenu une DIG auprès de la Direction Départementale des Territoires de l'Essonne pour l'entretien des 300 km de rivière. Cette autorisation nous permet d'intervenir sur des berges privées, à des fins de prévention des inondations ou d'amélioration de l'état écologique de la rivière.

Toutefois, les propriétaires de parcelles en bordure de cours d'eau possédant de fait jusqu'à la moitié du lit, ont à ce titre l'obligation d'assurer un entretien équilibré de la rivière. Le Syndicat met à disposition des riverains et des communes une plaquette d'information sur ce sujet.



Retrouvez le guide
"J'aime ma rivière"
sur syndicatdelorge.fr



OBJECTIF 1

Le Bassin du Gué fait partie du linéaire visité au moins une fois par an par le Syndicat.



307
doléances exprimées
en 2023
(embâcles, dépôts sauvages,
pollution de l'eau...)



VALORISER ÉCOLOGIQUEMENT LA VALLÉE

La vallée de l'Orge est une source de vies multiples pour les poissons, les oiseaux, les insectes et les espaces naturels. Préserver et dynamiser sa Trame verte et bleue exige de faire coïncider des enjeux sociaux, paysagers et environnementaux.

Toutes ces actions profitent à la rivière et aux territoires qu'elle traverse.



Nous avons à cœur de protéger les milieux naturels

Construit avec une ambition forte en novembre 2021, notre Plan Paysage vise depuis à créer une vision d'ensemble des paysages de la vallée de l'Orge et de ses affluents, amont et aval compris. Pour le Syndicat, il s'agit d'une démarche de projet, singulière et concertée, bien au-delà d'une seule étude régulièrement mise à jour. Ce plan comprend la réalisation d'un programme de valorisation paysagère et d'un schéma directeur des circulations douces, intégrant une réflexion sur le Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR).



450 ha
d'espaces naturels
gérés par le Syndicat



CONCILIER LA PRÉSERVATION DES MILIEUX ET L'ACCUEIL DU PUBLIC

La première phase de diagnostic menée en 2022 a permis le **développement d'une vision partagée de la vallée de l'Orge et de ses affluents**, en mettant en exergue les constats actuels, les dynamiques en cours et les enjeux du paysage.

DE LA CONCERTATION À UN PROGRAMME D' ACTIONS CONCRÈTES

Intégrant un volet sur les circulations douces, **la concertation a permis de distinguer habitudes, usages et points de vue émanant de publics très divers sur le territoire. La phase 2 a pour objectif de déterminer les aménagements futurs.** Lors d'un forum de co-construction, les différents acteurs du territoire ont donné leurs avis concernant la valorisation de ses paysages. Les propositions étudiées font aujourd'hui l'objet d'un programme d'actions concrètes pour les dix années à venir. Nous avons identifié six secteurs à forts enjeux : la confluence Orge-Seine à Athis-Mons, le parc de Lormoy à Saint-Michel-sur-Orge, La Sallemouille à Linas, le Parc de l'eau à Ollainville, La Charmoise et La Renarde. Le coût de cette étude financée à 20 % par le Syndicat de l'Orge, 49,7 % par le Département et 30,7 % par l'État atteint 97 530 €. Soulignons que le projet du Syndicat a été lauréat de l'appel à projets "Plan de paysage" du ministère de la Transition écologique en 2021.



Séance de concertation sur les circulations douces



Travaux de nettoyage de la rivière avant la sécurisation d'une canalisation par pose de blocs de pierre.

SÉCURISATION D'UNE CANALISATION SUR LA MORTE RIVIÈRE À VIRY-CHÂTILLON

En cas de crue, l'essentiel du débit transite par la Morte rivière, un bras qui amène les eaux de l'Orge vers la Seine.

Une canalisation longeant la Morte Rivière sur 250 m dans sa partie aval récupère les boues de la station d'eau potable localisée à Viry-Châtillon. Cependant, parfois très importantes, les hauteurs d'eau dans ce bras artificiel peuvent atteindre plus de 2 m de hauteur. Les berges étant soumises à un courant fort, une zone d'érosion est apparue, laissant la canalisation reposer dans le vide sur une dizaine de mètres. Il était par conséquent nécessaire de la sécuriser par une technique de réfection des berges également favorable à la biodiversité.

Au regard des variations brutales de hauteurs d'eau dans la Morte Rivière et de l'influence hydraulique de la Seine, nous avons posé sous la canalisation des blocs de pierre au fond de l'eau. Déposés un à un à la pelle mécanique pour prévenir tout danger de casse, les blocs ont été ordonnés en rangées, de sorte à dépasser du niveau moyen de l'eau. Un apport de terre végétale sur la partie haute du talus a ensuite été réalisé.

Indicateurs :

- 15 m de berge restaurée
- 12,6 tonnes de blocs
- Enlèvement d'un tronc d'arbre avec sa souche
- 15,2 tonnes de terre végétale

Nous œuvrons pour une évolution de la Trame verte et bleue

Le Syndicat de l'Orge se consacre chaque jour à l'aménagement du cadre de vie, à la préservation des écosystèmes ou encore, à la conciliation de l'accueil du public et des équilibres écologiques... Ces actions sont nécessaires pour mieux prendre en compte les milieux naturels et la biodiversité.

BIODIVERSITÉ ET CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES SONT INDISSOCIABLES

L'OBSERVATOIRE DE LA BIODIVERSITÉ ÉTOFFE SES DONNÉES

En 2023, les naturalistes du Syndicat ont prospecté douze sites et réalisé 2 017 observations tous taxons (unité de classification des êtres vivants) confondus.

Bilan des espèces observées en 2023

Nombre de données récoltées par groupe étudié



Nombre de taxons observés en 2023 dans chaque groupe étudié. Le groupe "autre" regroupe les amphibiens, les arachnides, les bivalves, les chiroptères, les crustacés, les gastéropodes, les mammifères (hors chiroptères), les poissons et les reptiles. Les nombres d'espèces observés pour ces taxons sont très faibles (entre 1 et 5).

■ Flore
■ Autres
■ Insectes
■ Oiseaux

LA FAUNE ET LA FLORE RÉVÈLENT LEURS SECRETS



LES OISEAUX D'EAU HIVERNANTS

Pendant le suivi des oiseaux hivernants sur les sites du Syndicat, nous avons constaté 25 espèces d'oiseaux d'eau, dont 21 sur le site du Carouge, douze sur le bassin Petit-Paris et 19 sur le site de Trévoix.

Parmi les observations remarquables, notons la présence de six femelles harle bièvre sur le bassin de Trévoix.

Sur le bassin du Carouge, nous pouvons souligner la **présence du canard souchet** avec un groupe de 41 individus, mais également celle d'un groupe d'une dizaine d'individus de bécassine des marais, espèce à enjeu assez fort sur le territoire syndical lors de la saison des hivernants. Enfin, on peut noter la résidence de **deux individus de bihoreau gris** sur le bassin Carouge durant plusieurs semaines, autre espèce à fort enjeu pour le Syndicat.



DES POISSONS REMARQUABLES !

En 2023, le Syndicat de l'Orge a continué le suivi patrimonial sur dix stations en rivière afin de compléter le réseau de surveillance de l'état écologique des masses d'eau mis en place par l'Agence de l'eau. L'analyse de paramètres hydrobiologiques permettant d'évaluer l'état de la faune et de la flore aquatiques vient s'ajouter aux paramètres physico-chimiques. Parmi les résultats remarquables de l'année, notons :

- la **présence du barbeau fluviatile** sur l'Orge au Breuil à Villemoisson, témoin de l'efficacité des travaux d'effacement du bassin et des clapets conduits par le Syndicat ;
- la **présence d'anguilles en phase de croissance** sur la boîlle de Leuville à Saint Germain-lès-Arpajon, témoigne du rétablissement des continuités écologiques de la Seine jusqu'à Saint Germain-lès-Arpajon.

Anguille européenne

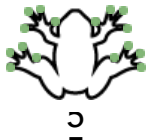


Barbeau fluviatile

De plus, le Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse a expérimenté en 2023 la recherche d'espèces de mollusques d'eau douce et de poissons sur trois stations du bassin-versant de l'Orge (Rémarde, Prédecelle et Charmoise), via l'**inventaire de l'ADN environnemental**.

Cette technique non-invasive et innovante est basée sur l'analyse génétique de l'ADN récupéré par filtration de l'eau des rivières. Parmi les observations remarquables, notons la présence de :

- la **truite de rivière** sur les trois stations, espèce protégée au niveau national et classée en danger sur la liste rouge des poissons d'Ile-de-France,
 - la **lamproie de Planer** sur la Rémarde. Ce poisson primitif sans mâchoire et doté d'une ventouse buccale est protégé au niveau national et inscrit à l'annexe 2 de la Directive "Habitat-Faune-Flore",
 - la **muette épaisse** sur la Rémarde et l'**anodonte des rivières** sur la Prédecelle et la Rémarde. La muette épaisse est une espèce protégée au niveau national, "déterminante" de Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) en région Ile-de-France et inscrite à l'annexe 2 de la Directive "Habitat-Faune-Flore". L'anodonte des rivières est une espèce classée vulnérable sur la liste rouge des mollusques continentaux de France métropolitaine et "déterminante" de ZNIEFF.
- C'est la première fois que ces deux espèces de mollusque bivalve patrimoniales sont identifiées sur le bassin-versant.**



espèces d'amphibiens

LES AMPHIBIENS

Utilisant le protocole national de suivi "POP amphibien", nous avons réalisé sur notre territoire plusieurs inventaires d'amphibiens. Leur ensemble étant protégé à l'échelle nationale, il est très important de connaître la répartition de cette espèce dans la vallée, pour préserver les populations, concevoir des projets adaptés et conseiller les communes adhérentes. **Au total en 2023, cinq espèces d'amphibiens ont été détectées** sur le territoire dont la **grenouille rousse**, classée "quasi menacée" sur la liste rouge régionale et à fort enjeu à Breuille et Saint-Sulpice-de-Favières. **Les quatre autres espèces sont en "préoccupation mineure"** et présentent des enjeux moyens. Il s'agit du **triton palmé** de la **grenouille agile**, de la **grenouille verte** et du **crapaud commun**.



Cordulégastre annelé

LES ODONATES (LIBELLULES ET DEMOISELLES)

Sur les différents sites prospectés, **nous avons recensé 17 espèces soit 27 % de la diversité régionale**. Sur la commune de Saint-Maurice-Montcouronne, on trouve le Cordulégastre annelé, espèce protégée et classée "quasi menacée" sur la liste rouge régionale à enjeu fort ; sur la commune de Roinvill l'Agriion délicat, espèce classée "vulnérable" sur la liste rouge régionale à enjeu assez fort ; sur les communes de Saint-Maurice-Montcouronne, Sainte-Mesme, Breux-Jouy, Saint-Sulpice-de-Favières, Bruyères-le-Châtel et Breuille, le Calopteryx vierge, espèce "quasi menacée" en Île-de-France à enjeu moyen.



17
espèces
d'odonates

LE SUIVI FLORISTIQUE

En 2023, les **agents du Syndicat ont recensé 194 espèces de plantes**, soit 8,78 % de la diversité végétale identifiée jusque-là sur le bassin versant de l'Orge. Parmi celles-ci, on trouve :

- 1 espèce protégée régionalement : l'isopyre faux pigamon
- 1 espèce classée en danger : la pesse d'eau
- 1 espèce classée quasi menacée en Île-de-France : la Samole de Valérand
- 18 espèces exotiques envahissantes dont 11 avérées implantées, 3 avérées émergentes et 4 potentielles implantées.

Autres observations faunistiques remarquables

L'Anodonte des étangs dont de nombreuses coquilles ont été retrouvées sur l'étang de Malassis à Breuille, est une espèce de moule d'eau douce patrimoniale qui joue un rôle épuratoire important dans les écosystèmes aquatiques. Elle est classée vulnérable sur la liste rouge des mollusques continentaux, depuis 2021.

Sur les communes de Pecqueuse et Saint-Cyr-sous-Dourdan, nous avons détecté une espèce de chauve-souris protégée, le Murin de Daubenton qui présente des enjeux très forts de conservation. Inféodée aux milieux forestiers, elle chasse souvent sur les eaux calmes des étangs et des lacs, ainsi que sur les zones de cours d'eau avec un débit lent.

De nombreuses espèces plus communes ont également été observées. C'est cette biodiversité dite "ordinaire" qui contribue grandement au maintien des écosystèmes de la vallée. Si elles ne sont pas distinguées du fait de leur rareté, ces espèces le sont néanmoins en raison de leurs rôles importants dans les écosystèmes. La beauté et l'apparence parfois atypique de certaines espèces contribuent d'une certaine façon à les rendre remarquables.



194
espèces
floristiques



Grenouille agile

NOUS POURSUIVONS L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Les équipes du Syndicat portent une attention constante à la rivière pour protéger les zones humides, préserver les écosystèmes, redonner vie à l'Orge et sa vallée.

LA LUTTE CONTRE LES ESPÈCES EXOTIQUES ENVAHISSANTES CONTINUE

En 2023, le Syndicat de l'Orge a renouvelé le chantier d'arrachage de la Jussie à grandes fleurs sur l'étang communal de Villelouvette à Egly. Notre objectif est d'éviter que cette espèce exotique émergente présente dans le bassin, n'envahisse la Rémarde et les zones humides en cas d'inondation.



Opération d'arrachage de la plante envahissante, la Jussie.



Les élèves du LEA-CFI de Jouy-en-Josas sur le méandre de Leuville-sur-Orge

DES BRANCHES ET DES PLANTATIONS...

Nous avons également conduit un chantier sur le méandre de Leuville-sur-Orge avec les élèves du LEA-CFI de Jouy-en-Josas, dans le cadre de leur formation en BTS Gestion et Protection de la Nature. L'objectif ici était de supprimer les branches présentes dans l'eau (conduisant plus rapidement à une surabondance de matière organique délétère) et de rouvrir une zone de cariçaie sur la berge. Sur la mare, l'arrachage des ligneux et le débroussaillage des ronciers visait à maintenir l'ouverture des berges et de la cariçaie forestière jouxtant le site. Nous y avons finalement arraché du Solidage glabre.

"À la Sainte Catherine, tout bois prend racine !" Ce sont ainsi dix nouveaux arbres qui ont été plantés au Coteau des vignes à Athis-Mons avec le concours des enfants du centre de loisirs communal. Plantés en bordure de promenade, ils viendront donner de l'ombre aux passants.



Nous gardons l'équilibre écologique combiné à l'accueil du public

Cela fait plus de 20 ans que le Syndicat de l'Orge oriente ses techniques et travaux d'entretien vers une meilleure prise en compte des milieux naturels.



CHAQUE MILIEU OUVERT APPELLE UNE RÉPONSE PARTICULIÈRE

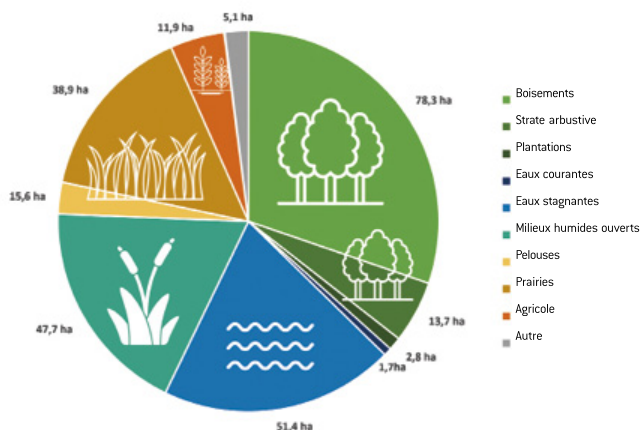
PRENDRE EN COMPTE LA SINGULARITÉ POUR S'INSCRIRE DANS LA DURÉE

D'une importance majeure en matière de gestion de milieux naturels, **les prairies représentent 110 hectares au sein de la vallée**. Nous y appliquons une gestion différenciée, prenant en compte les caractéristiques des sites pour favoriser la biodiversité.

Nous entretenons les espaces en herbe sur les terrains du territoire de différentes façons à l'aide d'un plan de tonte qui distingue :

- **les prairies d'agrément tondues 4 fois/an** soit 11,33 ha d'espaces de jeux, de pique-nique ou de détente dédiés au public,
- **les prairies tondues 2-3 fois/an** avec ramassage de l'herbe coupée principalement sur les bassins secs et quelques espaces urbains soit **3,55 ha**,
- **les prairies tondues 1 fois/an** à l'automne pour respecter la reproduction des insectes et des oiseaux mais aussi pour limiter le boisement et marquer les limites de propriété soit **43,65 ha**,
- **les prairies broyées** tardivement soit **40,12 ha**,
- **les prairies fauchées** avec exportation des ballots de foin, **20,41 ha**,
- **les friches et prairies à hautes herbes** entretenues tous les 3 ans environ, **3 ha**,
- **les zones humides** entretenues tous les 3 à 5 ans, **13 ha**,
- **les prairies entretenues par pâturage**, **30,54 ha**,
- **les tontes de bords de pistes**, **45 km**.

Les habitats de la vallée en 2023



Le Syndicat de l'Orge a **récolté et vendu 32 tonnes de foin grâce au développement** sur ses parcelles de la **fauche avec récolte du foin. Une pratique vertueuse pour :**

- créer des habitats pour insectes, oiseaux et nouvelles espèces floristiques,
- gérer et valoriser des ressources naturelles (produits pour le bétail, paillage ou compost),
- maintenir l'identité des paysages,
- diversifier les savoir-faire,
- développer une agriculture urbaine,
- améliorer le cadre de vie des habitants par la diversité des espaces,
- éduquer le grand public à l'environnement,
- rappeler les pratiques agricoles.

LA QUALITÉ DES BOISEMENTS ET LISIÈRES S'AMÉLIORE TOUJOURS PLUS

Dans la vallée, nous gérons les bois de manière durable pour :

- **accompagner le développement naturel de la forêt** en tenant compte des caractéristiques des sols, du paysage et du type de végétation en place ;
- **préserver des zones boisées** pour en garantir l'humidité, l'ombrage, la promenade ou encore leur observation.
- **favoriser la diversité biologique** des boisements et des sous-bois à long terme. Cette diversité se trouve dans le peuplement des éléments intra-forestiers que sont les mares forestières, les sources, les arbres morts ou à cavités. Elle s'illustre aussi à travers la variété des essences secondaires susceptibles de constituer un habitat ou une ressource pour les animaux, les insectes, les oiseaux cavernicoles ou xylophages ;
- **ménager une mosaïque de milieux ouverts et boisés** en fond de vallée ainsi que des milieux de transition (landes humides et clairières) ;
- **favoriser la promenade et la détente** en protégeant le public de la proximité d'arbres dangereux.

Nous avons fait une priorité des opérations d'entretien allant de **simples coupes d'éclaircie sur boisements jeunes à des travaux de requalification de forêts vieillissantes et déstructurées**. Une précaution particulière est portée au bois mort laissé sur pied et au sol, s'il ne menace pas la sécurité du public. En décomposition, il est en effet utile pour le refuge, le nourrissage et la reproduction de tout un cortège d'invertébrés ou d'oiseaux. Ce bois mort assure la continuité de la chaîne alimentaire et du cycle forestier.

Fauche sur l'espace naturel du Perray. |





UN ACCUEIL DU PUBLIC ENCORE PLUS QUALITATIF

Dans les années 60, la rivière était menacée d'enfouissement consécutivement à l'ignorance des riverains quant à l'impact de leurs rejets. **Un nouveau regard a favorisé un intérêt des habitants pour la rivière essentiellement par la promenade et la pêche.**

La promenade s'effectue sur les espaces ouverts au public et aménagés par le Syndicat. Si les propriétés syndicales sont parfois réduites à un étroit corridor le long du cours d'eau, les terrains peuvent aussi s'étendre à plus de 100 mètres de la rive. Le Syndicat y encourage la sauvegarde des habitats naturels, la création d'itinéraires de promenades ou encore la préservation de la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs d'expansion des crues.

Travaux de reamenagement de l'entrée de site Chemin des Franchises à Savigny-sur-Orge.

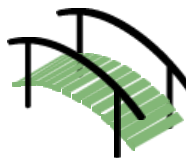
Les travaux du Tram Train T12 dans le parc du séminaire se sont achevés en 2023 avec les aménagements de voirie autour de l'entrée de site située Chemin des Franchises. De son côté, le Syndicat a réaménagé cet accès pour valoriser cette entrée de site.

Les travaux comprenaient la réalisation d'une placette en pavés infiltrants (pavés coquillages) pour marquer cette entrée de site très fréquentée; le remplacement de la barrière en bois par une barrière métallique avec système d'ouverture sécurisé et la mise en place d'une clôture de type grillage forestier en limite de parcelle. Cette clôture permet de bien délimiter l'espace tout en conservant une perméabilité visuelle et physique au bénéfice du passage de petits animaux.

DES SITES TOUJOURS TRÈS FRÉQUENTÉS SUR LE TERRITOIRE

En 2023, le Syndicat a poursuivi l'acquisition d'éco-compteurs permettant de mesurer la fréquentation des sites ouverts au public. Le parc comptabilise désormais 20 éco-compteurs permettant de couvrir 69 % des sites ouverts au public.

Sur treize sites suivis cette année, la fréquentation cumulée est estimée autour de 804 000 personnes, soit **2,16 millions de personnes** sur l'ensemble des sites ouverts au public dans la vallée.



100
passerelles
et ponts

LES BALADES SE DESSINENT AU FIL DES PROMENADES ET PASSERELLES

Le programme de circulations douces du Conseil départemental de l'Essonne intègre la Promenade de l'Orge. Elle serpente dans le fond de vallée sur plus de 50 kilomètres. Quasi continue d'Athis-Mons à Arpajon, c'est la **principale voie d'attractivité des riverains et des promeneurs pour se rapprocher des espaces naturels et de la rivière.** Sa fréquentation est plus importante en mars et avril avec l'arrivée des beaux jours.



LES ESPACES NATURELS SONT RYTHMÉS PAR LES ENTRÉES DE SITES ET LES HAIES

La promenade de l'Orge possède plus de 40 points d'accès dotés pour certains de places de parking, au nombre volontairement limité pour respecter les espaces végétalisés. Le Syndicat entretient ces points d'accès plusieurs fois par an, en taillant les haies pour améliorer la visibilité et en élaguant les arbres dont les branches menacent les véhicules en stationnement. Nous supprimerons progressivement certaines haies, en doublon avec des propriétés privées et/ou purement ornementales pour privilégier les haies champêtres composées d'essences locales. Véritables corridors pour le déplacement des espèces, ces haies représentent un habitat pour la faune et la flore.



LA PROPRETÉ DE LA VALLÉE TOUJOURS AU CŒUR DE NOTRE MISSION

Outre les tâches liées à l'entretien du lit mineur, les quatre patrouilleurs du Syndicat de l'Orge ont en charge :

- le ramassage, le transport et le stockage hebdomadaires des déchets de 100 poubelles dans la vallée,
- le ramassage des papiers au sol et des décharges sauvages,
- le nettoyage et l'entretien des quatre blocs sanitaires de la vallée,
- l'élimination des tags et l'enlèvement des cadavres d'animaux.

Pendant leur travail, les patrouilleurs échangent avec les riverains pour assurer le lien et gagner en réactivité grâce à la prise en compte de leurs préoccupations.

La brigade de l'Orge sous surveillance

Depuis septembre 2021, deux agents surveillent les sites ouverts au public pour créer du lien, rassurer et privilégier la pédagogie. En 2023, ils ont pu ainsi sensibiliser 2 021 usagers aux bons comportements et leur expliquer l'impact de leurs agissements sur les milieux naturels. Pendant leur surveillance des sites, ils sont intervenus 1 625 fois et ont stoppé 269 infractions, parcourant 1 984 km à vélo et 883 km à pied.



Des agents patrouillent dans la vallée avec leur vélo électrique. Ils ont déjà parcouru près de 2 000 kilomètres.

POUR UN ENTRETIEN RIGOUREUX DES PISTES

Le Syndicat possède un linéaire de 53 km de pistes en grave, en terre, en stabilisé, en copeaux ou en enrobé.

Leur entretien nécessite différentes actions :

- la taille des arbres longeant ou surplombant la piste,
- la réfection avec un apport de grave et de cailloux
- le soufflage des pistes par l'enlèvement des feuilles mortes
- la rénovation complète par apport de grave et de cailloux.

Le Syndicat s'occupe aussi de tailler les haies, débroussailler, tondre autour des bancs, tables et places de parking sur les aires d'accueil et de stationnement du public.



PRÉVENIR LE RISQUE INONDATION

Les inondations sont une source de préoccupations pour les riverains et les communes. Elles sont naturellement au cœur de nos actions, tant pour les prévenir que pour agir et réagir lorsqu'elles finissent par surgir. Elles sont accentuées par les dérèglements climatiques et par l'urbanisation de la vallée.

Nous cherchons donc à limiter les effets de cette transformation du territoire sur le régime hydrologique de l'Orge. Nous intensifions également nos actions pour une meilleure gestion des eaux de pluie et nous œuvrons pour une meilleure sensibilisation des acteurs et de la population, notamment *via* VigîOrge, notre système d'alerte aux riverains.



Nous agissons contre les aléas

Notre connaissance approfondie du fonctionnement hydraulique nous permet de mieux protéger les personnes et les biens. Pour réduire les risques, nous devons contenir les effets de l'urbanisation sur l'imperméabilisation des sols, déconnecter ou réguler les eaux pluviales, aménager des zones d'expansion des crues et des ouvrages infiltrants.



000
000
000
permis de construire
instruits



VERS UNE URBANISATION DURABLE

DONNER UN CADRE À RESPECTER
AVEC LES PERMIS DE CONSTRUIRE
ET AUTORISATIONS D'URBANISME

Le Syndicat émet un avis sur les permis de construire pour :

- s'assurer du respect des prescriptions du règlement d'assainissement (règle du zéro rejet pour la gestion des eaux pluviales),
- promouvoir les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales,
- informer sur le risque inondation ainsi que les droits et devoirs des usagers liés à la proximité d'un cours d'eau,
- appliquer la Participation pour le Financement à l'Assainissement Collectif (part communale et/ou syndicale).

Le service urbanisme du Syndicat participe à la démarche concertée de gestion de l'eau et des milieux aquatiques à l'échelle du bassin Orge-Yvette¹. Pour émettre des avis, il prend part à l'élaboration et révisions des Schéma de cohérence territoriale (SCoT) ainsi que des plans locaux d'urbanisme (PLU).

En tant que membre de la Commission Locale de l'Eau Orge-Yvette (CLE) et du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Orge-Yvette, le Syndicat collabore à la révision de cet outil de planification à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin-versant). Une vigilance particulière est accordée à ce document en raison de ses répercussions sur les politiques publiques et les projets d'aménagements du territoire. En effet, les documents de planification, les règlements d'assainissement, les autorisations du droit des sols et les dossiers loi sur l'eau doivent être conformes à son règlement. 2023 a permis de définir les grands principes du prochain SAGE pour répondre aux enjeux que sont la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau, la fonctionnalité des milieux aquatiques et humides et la sécurisation de l'alimentation en eaux potables. Nous avons porté **une attention particulière à la prise en compte des eaux pluviales**. En effet, sur l'ensemble du bassin-versant Orge-Yvette constitué de 116 communes, le territoire présente une très forte disparité en termes d'aménagement du territoire et de capacité des sols à infiltrer les eaux pluviales. La finalisation du SAGE est prévue pour 2024.

¹ Révision du SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux et du SDRIF : Schéma Directeur de la Région Île-de-France.

La gestion des inondations, la qualité de l'eau, la préservation du milieu naturel, la Trame verte et bleue doivent se trouver dans les orientations d'aménagement et de programmation. **Dans ce cadre, le service urbanisme du Syndicat accompagne les communes dans leur démarche d'élaboration ou de modification des PLU.** Émettant des avis sur ce document de planification, il doit surtout être un partenaire lors de leur construction. Grâce à son expertise, il remonte les connaissances du Syndicat sur le territoire communal et **attire l'attention des communes sur la cohérence de leur PLU au regard des SAGEs, du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) et zones humides.**

Des premières actions décisives

- La localisation cartographiée des secteurs problématiques.
- L'accompagnement de quatorze projets (publics et privés). Deux projets de déconnexion et désimperméabilisation de cours d'écoles ont obtenu des aides de l'Agence de l'eau pour un total de 260 000€.
- Neuf communes rencontrées pour expliquer l'accompagnement "eaux pluviales" du Syndicat et les critères des aides de l'Agence de l'eau.
- Trois agglomérations rencontrées pour une meilleure collaboration.
- L'animation d'un webinaire "Valoriser les eaux de pluie dans les opérations de résidentialisation" à destination des bailleurs d'Île-de-France, en partenariat avec le SIAHVV, le SMBVB, l'association ESPACES et l'AESN.
- Une conférence au Forum national de la gestion durable des eaux pluviales sur la "Prise en compte de la gestion des eaux pluviales dans les PLUi/PLU".
- L'animation d'ateliers de sensibilisation sur la gestion des eaux de pluie à la source.



Plans locaux d'urbanisme
ont fait l'objet d'une consultation
par le syndicat en 2023



LA GESTION DES EAUX DE PLUIE EN QUESTION

Sans traitement en amont, les eaux de pluie tombées sur les toits, les routes et les parkings sont majoritairement envoyées directement à la rivière par l'intermédiaire de canalisations enterrées. Cette gestion des eaux pluviales, par réseau ou canalisation enterrée, engendre plusieurs problématiques :

- les inondations en aval par débordement du cours d'eau ;
- la saturation des réseaux et des stations d'épuration générant des débordements non maîtrisés dans la rivière ;
- la pollution des cours d'eau et des zones humides ;
- l'arrachement des berges .

Cela peut avoir des conséquences dramatiques sur les biens et les personnes, comme en 2016 et 2018 lors des inondations en aval de l'Orge. Le Syndicat agit au quotidien pour réduire les apports d'eaux pluviales dans les réseaux, par le biais de son règlement d'assainissement, de ses avis techniques rendus sur les autorisations d'urbanisme, de son accompagnement des communes pendant les révisions et des contrôles de conformité. Avec l'urbanisation grandissante, il devient nécessaire d'encourager la déconnexion du réseau d'eaux pluviales des constructions existantes : bâtiments publics, parkings, résidences privées, maisons individuelles, entreprises... Les collectivités et les riverains ont besoin pour cela d'un accompagnement technique et d'aides financières.

Pour répondre aux objectifs de qualité des eaux et de réduction des inondations sur l'ensemble de son territoire, le Syndicat de l'Orge **développe sur les 65 communes du bassin-versant, une nouvelle animation autour de la gestion des eaux de pluie.**

Elle regroupe plusieurs missions :

- l'assistance au montage et au dépôt de dossiers de demandes de subventions auprès de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, pour les aménagements intégrant de la déconnexion des réseaux d'eaux pluviales ;
- la définition d'une stratégie de priorisation des secteurs à déconnecter des réseaux d'eaux pluviales ;
- le conseil aux aménageurs, élus et particuliers sur leur projet afin d'intégrer la gestion des eaux pluviales à la source ;
- la sensibilisation et la formation des partenaires territoriaux.



L'HYDRAULIQUE EST AU CŒUR DE LA PRÉVENTION

Afin de réduire le risque inondation et protéger les populations, **le Syndicat s'appuie sur deux différentes techniques.**

L'**hydraulique structurante** tend à limiter les conséquences des inondations pour des événements climatiques plus rares à l'échelle du bassin-versant (bassins de retenue, digues et barrages).

L'**hydraulique douce** repose sur des zones tampons composées de différentes techniques végétales : bandes enherbées, haies antiérosives, fascines, boisement d'infiltration, talus/fossé, mares, prairies inondables... Autant de petits aménagements qui limitent les inondations en cas d'événements climatiques normaux et réguliers.



DES BASSINS DE RETENUE POUR CONTENIR LE RISQUE

Le Syndicat possède **26 bassins de rétention** (18 bassins secs et 8 bassins en eau) assurant un rôle d'écroulement des crues. Leur **volume total de stockage est de 3 500 000 m³, soit l'équivalent de quelque 933 piscines olympiques.**

Les équipes du Syndicat entretiennent le réseau de mesure des niveaux d'eau et s'assurent de leur fiabilité.

Le service hydraulique du Syndicat a défini des courbes de remplissage à partir de levés topographiques des bassins secs et de levés bathymétriques² des bassins en eau. En croisant les niveaux d'eau mesurés et la bathymétrie pour chaque bassin, nous élaborons **des profils en trois dimensions pour visualiser avec précision le fond des bassins en eau.** La mise à jour de ces courbes de remplissage permet d'optimiser les volumes mobilisables en cas de crues. Le suivi en temps réel des volumes disponibles dans les bassins est ainsi assuré et fiable.

² La bathymétrie regroupe les sciences et technologies de mesure ou d'estimation de la profondeur.



LE RISQUE MAJEUR DU RUISSELLEMENT SUR LES AFFLUENTS DE L'ORGE ET DE L'YVETTE

CONSTRUIRE DES SOLUTIONS CONTRE LE RUISSELLEMENT

En Île-de-France, les inondations par ruissellement constituent plus de 80 % des arrêtés de catastrophe naturelle inondation, devant les phénomènes de débordement de cours d'eau ou de remontée de nappe. Le territoire du Syndicat de l'Orge ne fait pas exception, avec des phénomènes qui touchent aussi bien les communes densément urbanisées que les communes rurales. Sur les communes en aval du territoire, c'est le ruissellement urbain qui domine, là où les communes situées plus en amont sont plus sensibles au ruissellement d'origine agricole.

Malgré sa récurrence et son caractère ubiquitaire, **l'exposition au risque de ruissellement est encore peu étudiée**. Cela peut s'expliquer par plusieurs facteurs. Les inondations par ruissellement sont des événements par nature assez brefs et localisés, souvent moins spectaculaires que des débordements de cours d'eau. Elles sont également plus difficiles à modéliser et anticiper au regard des nombreux paramètres qui les composent : taux d'imperméabilisation, caractérisation des sols, phénomènes météorologiques, connaissance fine des reliefs et des pentes. Pour répondre aux sollicitations de plus en plus fréquentes des communes et devant l'augmentation du risque de ruissellement (le changement climatique induisant à la fois une augmentation de la sécheresse des sols et une augmentation des pluies intenses), **le Syndicat de l'Orge s'intéresse de près au ruissellement agricole** en apportant une expertise technique et un accompagnement administratif aux communes qui le sollicitent. Il intervient également auprès des **agriculteurs sur le volet ruissellement et érosion des sols** dans le cadre du projet SESAME et des mesures agroenvironnementales et climatiques [MAEC].

Par ailleurs, **une étude globale sur le ruissellement** est en cours dans le cadre du Programme d'Actions de Prévention Inondation (PAPI) Orge-Yvette. Sa réalisation doit permettre de mieux caractériser l'aléa ruissellement, pour à la fois pouvoir le prendre en compte dans les documents d'urbanisme (PLU notamment) et proposer des schémas d'aménagement opérationnels sur les bassins-versants à risque. La cartographie des aléas de ruissellement sera transmise aux communes.

Les bassins-versants identifiés comme les plus à risque ou représentatifs de l'aléa ruissellement ont fait l'objet d'une étude hydraulique plus approfondie, dans le but de proposer des schémas d'aménagement visant à limiter les inondations et le départ de terre par érosion. L'aménagement des sous-bassins versants suit une logique amont-aval en cherchant à limiter le ruissellement à la source, à freiner, sédimenter, infiltrer, guider et stocker les écoulements. La palette d'aménagement proposée relève essentiellement de l'hydraulique douce, qui fait appel à des propositions de modification de certaines pratiques culturales et au génie végétal (haies, talus, fascines, fossés à redents, mares, bandes enherbées, etc.). Placées stratégiquement et mises bout à bout sur les bassins-versants, ces solutions techniques intégrées au paysage permettent d'infiltrer et de ralentir les flux solides et liquides arrivant dans les zones urbanisées et dans les rivières.

Nous avons réalisé un diagnostic des désordres liés au ruissellement débouchant sur des solutions pour les communes de Forges-les-Bains, Roinville, Saint-Maurice-Montcouronne, Boissy-sous-Saint-Yon, Sermaise et Marcoussis.

7 communes du Syndicat sont concernées par ces propositions contre le ruissellement

Roinville, Boissy-le-Sec, Marcoussis, Forges-les-Bains, Limours, Briis-sous-Forges et Vaugrigneuse.



DES DÉBITS DÉFICITAIRES EN 2023

	La Rémarde à St-Cyr-sous- Dourdan	L'Orge à Saint Chéron	L'Orge à Épinay	L'Yvette à Villebon- sur-Yvette	L'Orge à Morsang- sur-Orge
PÉRIODE 1991-2020	0.60 m³/s	0.29 m³/s	2.25 m³/s	1.27 m³/s	3.87 m³/s
ANNÉE 2023	0.47 m³/s	0.23 m³/s	2.09 m³/s	1.18 m³/s	3.46 m³/s
ÉCART	- 21 %	- 19 %	- 7 %	- 7 %	- 11 %



Nous veillons à rendre la vallée de l'Orge moins vulnérable

L'ambition du Syndicat de l'Orge face à cette problématique est de limiter l'urbanisation en zone inondable via le Plan de protection contre les risques d'inondations (PPRI), de développer une culture du risque par l'information et enfin, de préparer parties prenantes et population locale.

TOUJOURS À L'ÉPREUVE DU RISQUE

LE SYNDICAT SE MET À L'ÉPREUVE DU RISQUE INONDATION

En 2023, nous avons testé le Plan de Gestion de Crise du Syndicat (PGC) impliquant de nombreux partenaires comme la préfecture, les communes, le service départemental d'incendie et de secours de l'Essonne (SDIS91) ou encore la Direction Départementale des Territoires (DDT). Trois exercices inondation grandeur nature ont été réalisés dans le cadre du programme d'action pour la prévention des inondations (PAPI Orge-Yvette). Le premier a été réalisé au Syndicat de l'Orge et le deuxième au Syndicat de l'Yvette en juin. Le troisième a concerné en novembre la communauté d'agglomération de Rambouillet Territoires.

Pour réaliser ces exercices, des réunions de travail ont été nécessaires afin d'identifier les besoins et attentes de chaque participant et de construire une mise en situation adaptée et réaliste. Un bureau d'études a conçu ensuite des scénarios fictifs en collaboration avec les organisateurs des exercices dans la confiance. Des conditions proches du réel ont ainsi été élaborées afin d'éprouver les procédures et outils existants en cas de survenue d'une inondation majeure.

À l'issue de ces exercices, qui ont aussi permis de tester les interactions avec les partenaires, nous avons édité un guide pratique à destination des communes du territoire. Il présente des recommandations et donne les clés permettant de réaliser leur Plan Communal de Sauvegarde (PCS), de construire les outils et définir les procédures nécessaires en cas de survenue d'une crise majeure.

AGIR POUR FAIRE FACE AU RISQUE INONDATION

PROTÉGER LA DIGUE DE LA MORTE RIVIÈRE À VIRY-CHÂTILLON

Construit en 1930 sur la commune de Viry-Châtillon, le canal de la Morte Rivière constitue le bras de décharge de l'Orge vers la Seine. Il est surmonté d'un parapet vertical en béton, destiné à protéger des inondations les lieux habités à proximité du bras naturel. Il est toujours en eau. 90 % des débits de l'Orge transitent dans ce bras, 10 % empruntant le lit perché dont l'exutoire se situe à Athis-Mons.

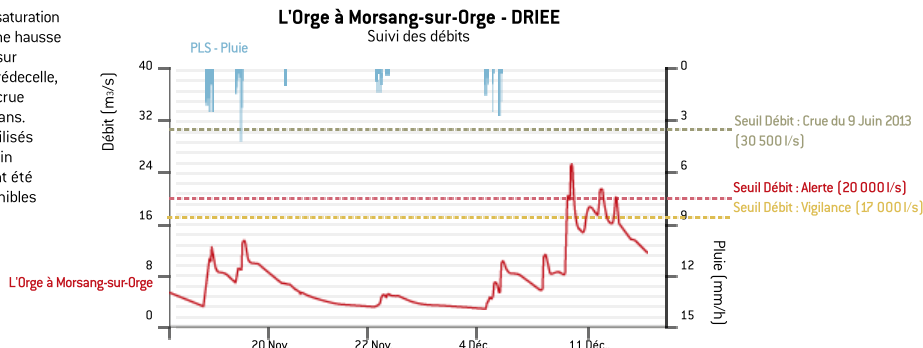
Les deux digues du canal sont classées en "système d'endiguement" (DIGUE). L'arrêté de juin 2022 portant autorisation du système d'endiguement de la Morte Rivière sur la commune impose au Syndicat de pouvoir accéder à l'ensemble des ouvrages comprenant si besoin, l'instauration d'une servitude d'utilité publique. Ceci permettra d'intervenir en tout temps et notamment en période de crue. Rappelons que **6 052 personnes sont protégées par cette digue**.



Pour en savoir plus, s'inscrire en ligne ou obtenir la plaquette d'information syndicatdelorge.fr

SURVEILLER LES DÉBITS DE LA RIVIÈRE

En décembre, dans un contexte de saturation des sols, des pluies ont provoqué une hausse rapide des niveaux des cours d'eau sur l'ensemble du territoire. Rémarde, Prédecelle, Orge et Sallemouille ont connu une crue de période de retour de deux à cinq ans. Les bassins de retenue ont été mobilisés afin d'éviter les inondations. Dès la fin de l'épisode pluvieux, les bassins ont été vidangés pour être à nouveau disponibles en prévention d'un nouvel épisode.



4 exercices de crise sur table

Contrairement aux exercices grandeur nature, ces "tests sur table" ne font pas intervenir d'agents sur le terrain et n'impliquent pas de partenaires extérieurs.

Ils se déroulent en salle et ne concernent généralement qu'une ou deux cellules de crise. Leur objectif est de pouvoir tester l'accès aux outils et procédures, leur utilisation et leur opérationnalité. Ils permettent en outre aux nouveaux agents de s'exercer, d'échanger avec leurs collègues de la cellule et contribuent à une meilleure coordination entre les membres le jour J.



40 agents ont participé aux exercices de crise

Le plan de gestion de crise a été activé quatorze fois au total, trois fois pour des épisodes pluvieux (mai, août et décembre 2023) et onze fois pour des pollutions. Le seuil d'alerte a été atteint et Vig'Orge déclenché une fois. Treize communes adhèrent au système d'alerte Vig'Orge et douze communes sont en cours d'adhésion.



INTÉGRER LA DÉMARCHE QUALITÉ DANS LE FONCTIONNEMENT QUOTIDIEN

L'amélioration continue est toujours à la source de nos réflexions et de nos actions.

Notre certification **ISO 9001** clarifie nos orientations et nos objectifs. Elle participe à la maîtrise de nos ressources et nourrit nos activités de bonnes

pratiques. Toutes ces actions de progrès enrichissent nos fonctionnements et renforcent notre efficacité.



Nous mobilisons nos parties prenantes et cultivons la satisfaction client

○ LA NORME ISO 9001 EST AU COEUR DE NOTRE DÉMARCHE

Le Syndicat de l'Orge est toujours engagé dans une **démarche permanente de performance, d'améliorations et d'actions de progrès** :

- en prenant en compte **les exigences, attentes et besoins futurs des usagers et partenaires**
- en proposant des **solutions innovantes**,
- en fournissant un **service d'ingénierie et d'expertise** dans ses domaines de compétences avec une qualité ainsi que des coûts et des délais maîtrisés,
- en développant des **compétences humaines et technologiques** sans sacrifier sa responsabilité sociétale et citoyenne,
- en cultivant les compétences, le partage et la **valorisation des connaissances pour tous ses collaborateurs**,
- en maintenant la **certification du système de management de la qualité** d'après le référentiel ISO 9001.

La norme ISO 9001 vise à répondre aux attentes de toutes les parties intéressées, d'évaluer les risques et d'accroître la performance des actions. **La démarche qualité implique une approche processus**. Elle identifie la valeur ajoutée générée par la structure, revient sur les métiers et démontre que ces fondamentaux sont bien pilotés par le prisme de la qualité, la santé/sécurité et l'environnement.

Cela introduit **une notion de leadership portée par chaque manager dans son activité**. Avec cette démarche, tout le monde s'engage et œuvre pour satisfaire ses parties prenantes.

Nous installons avec nos fournisseurs, partenaires et usagers un véritable processus de communication, par le biais d'une analyse prospective de leur besoin, d'une évaluation régulière de leur niveau de satisfaction et du traitement de leurs réclamations. La norme ISO 9001 s'appuie sur cette orientation client.

Mesurer la satisfaction de nos parties prenantes, nous permet de les inclure dans la démarche qualité et de les faire participer aux actions, tout en nous adaptant à leurs besoins. Des enquêtes recueillent les opinions des clients internes et externes [élus, partenaires institutionnels et financiers, associations, écoles, collaborateurs, usagers/riverains] sur la qualité des services rendus. Les résultats offrent des clés de compréhension pour **répondre aux exigences du management de la qualité et continuer à s'améliorer**. Concernant nos instances consultatives (commissions), les enquêtes permettent de proposer une organisation optimisée, des sujets adaptés et une efficacité renforcée en accord avec les attentes des participants.



LA DÉMARCHE QSE SE FAIT UNE PLACE AU SYNDICAT DE L'ORGE

Ce cycle de certification montre des progrès notables en processus et performance. L'appropriation à chaque niveau est désormais plus systématique et efficace pour déclencher un bouclage des plans d'actions en PDCA³. Ce constat s'appuie sur des fondamentaux démontrés, parmi lesquels un leadership de l'équipe de direction jusqu'au plus haut niveau (président, DG, DGA), un support QSE dont la valeur ajoutée est reconnue, des outils de communication et des documentaires de qualité. Nous devons mettre ces atouts à contribution pour **continuer à progresser sur cette échelle d'efficacité**, notamment sur l'accidentologie et la réduction des impacts environnementaux.

³ Plan (planifier), Do (faire), Check (vérifier), Act (agir).



LES POINTS FORTS

- Suivi et exploitation des doléances.
- Participation et consultation des salariés.
- Stratégie foncière, trail en concertation avec les communes pour prioriser les acquisitions.
- Exercices pratiques crise pollution et inondation.
- Maîtrise opérationnelle et qualité des supports de communication.



LES NON-CONFORMITÉS MINEURES

- Gestion systématique des formations sécurité à caractère obligatoire.
- Définir des indicateurs environnementaux.



LES OPPORTUNITÉS D'AMÉLIORATION

- Mise en production du logiciel Q2SE pour faciliter le suivi des formations réglementaires.
- Adapter la fréquence des visites médicales aux réalités et besoins du terrain.
- Rendre plus pertinent l'indicateur "Suivi des déchets".
- Améliorer le suivi des maintenances internes du matériel.



LES POINTS SENSIBLES

- Se doter de critères plus distinctifs lors des accidents du travail (travail sur la cotation des risques).
- Protection du travailleur isolé : mettre en place une solution plus intuitive et plus efficiente.



PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT ET RÉDUIRE LES IMPACTS DE NOS ACTIVITÉS

La lutte contre le réchauffement climatique se vit sur tous les territoires, à commencer par le nôtre. Préserver nos ressources passe par une meilleure maîtrise de nos déchets mais aussi par la réduction de l'impact de nos chantiers et ouvrages d'assainissement. Ces projets sont portés par nos équipes et nous tenons à les sensibiliser sur leur rôle et l'importance de nos actions.



Nous exigeons toujours plus sur les questions environnementales

Avec l'ISO 14001, le Syndicat de l'Orge a intégré la notion de cycle de vie dans ses modes opératoires. Nous avons inclus une analyse plus exhaustive et une maîtrise plus forte des impacts sur l'environnement de nos activités comme de celles de nos partenaires externes.

Nous avons déjà intégré des critères environnement et sécurité dans les marchés de travaux. Aujourd'hui, **les prestataires du Syndicat doivent avoir recours à des matières premières écologiques et/ou provenant de circuit de recyclage**. Nous exigeons aussi des pratiques de tri, de valorisation et/ou de recyclage des déchets générés sur les chantiers. **Toute la production des services ou produits est étudiée de l'amont à l'aval, des achats jusqu'à leur fin de vie.**

L'ANALYSE ENVIRONNEMENTALE AU SERVICE D'UNE IDENTIFICATION DES IMPACTS

Cette analyse recense les impacts environnementaux des activités du Syndicat : fonctionnement des bâtiments, transport des eaux usées, chantiers et travaux.... Chacun d'entre eux est rattaché à un plan d'action avec des solutions pour le réduire ou l'éliminer. Le service QSE et les agents des différents services du Syndicat actualisent régulièrement l'analyse environnementale. **Trois thématiques ont un impact significatif : les déplacements professionnels** (utilisation des ressources et émissions de gaz), **la dépense énergétique** (locaux administratifs et exploitation assainissement) et **la consommation de papier** (copieurs).

Pour le Syndicat, la maîtrise des impacts environnementaux repose sur cinq champs d'action :

- développer les **comportements écoresponsables** de nos collaborateurs ;
- maîtriser les **impacts environnementaux des ouvrages** (construction et exploitation) ;
- créer l'**adhésion des usagers, partenaires, sous-traitants et fournisseurs** à nos engagements en développement durable ;
- rechercher la **performance énergétique** ;
- maintenir la **certification du système de management environnemental** de toutes les entités (ISO 14001).

Notre politique environnement à l'épreuve du temps

NOS CHANTIERS LAISSENT PEU D'EMPREINTES

Le Syndicat intègre des critères environnement et sécurité dans ses marchés de travaux. Face à la difficulté de comparer les engagements des entreprises, nous avons transformé le "critère environnement" en "clause environnementale". Un cahier des clauses environnementales a ainsi été rédigé, avec des exigences contractuelles et imposables à l'entreprise titulaire du marché.

LA GESTION DE NOS DÉCHETS ET REJETS EST TOUJOURS PLUS VERTUEUSE

NOUS SOMMES TOUJOURS PLUS VIGILANTS POUR LES DÉCHETS DE NOS CHANTIERS

À chaque fin d'opération, les entreprises travaillant pour le Syndicat fournissent un bilan des déchets générés par leurs chantiers (tonnage, type et devenir des déchets).



Quel est le bilan 2023 des différents chantiers assainissement ?

- Pour la réhabilitation du Collecteur Intercommunal de Doublement (CID) secteur Coteaux à Athis-Mons : 2 220,9 tonnes de déchets dont 1 951,2 tonnes de déblais de terrassement, 232 tonnes de produit de curage, 4,1 tonnes de déchets dégrillés à la station de pompage provisoire et 33,6 tonnes d'autres déchets.
- Pour la réhabilitation du Collecteur Intercommunal Initial (CII) rue Georges Deniau/ résidence Piard à Dourdan : 135,5 tonnes dont 28 tonnes d'enrobés, 106 tonnes de déblais de terrassement et 1,5 tonne de canalisations amiantées.
- Pour la réhabilitation des réseaux d'égouts unitaires (EU) des rues des Boucheries et de l'Étang, du Boulevard Zola et Dunant à Dourdan : 1 107 tonnes de déchets dont 80 tonnes d'enrobés et 1 027 tonnes de déblais.
- Pour la réhabilitation des réseaux EU des rues Boursier et des Écoles à Saint-Chéron : 295 tonnes de déchets dont 38,5 tonnes d'enrobés et 256,5 tonnes de déblais.
- Pour la réhabilitation du réseau d'égouts unitaires (EU) de la rue des sablons et du secteur Racine à Boissy-sous-Saint-Yon : 984 tonnes de déchets dont 154 tonnes d'enrobés et 380 tonnes de de déblais.

NOUS AFFICHONS L'EFFICACITÉ DE NOS STATIONS D'ÉPURATION

L'analyse des eaux usées est nécessaire pour maîtriser les risques environnementaux. **Les substances et micro-organismes contenus dans ces eaux sont quantifiés, pour identifier les moyens de les supprimer ou de les réduire à un taux acceptable avant leur rejet dans l'environnement.**

Les paramètres les plus couramment utilisés sont la demande biochimique en oxygène (DBO), la demande chimique en oxygène (DCO) et les matières en suspension (MES). Lorsque les milieux récepteurs sont dégradés, il est fréquent d'analyser aussi les paramètres azotés (NGL, NK NH₄, NO₃) et le phosphore (Pt)⁴.

RENDEMENT ÉPURATOIRE MOYEN ANNUEL (EN %)

	Volumes eaux traitées m³	MES	DCO	DBO5	NGL	NTK	Pt
ANGERVILLIERS	72 693	98	96	99	91	94	94
ARPENTHY	5 214	87	82	99	27	87	42
BAJOLET	16 003	94	96	97	89	96	67
CHARMOISE	17 546	97	98	98	46	99	23
COURSON	11 337	89	80	87	51	55	-4
DOURDAN ROUILLON	-	-355	59	68	12	24	21
DOURDAN SEMONT	-	98	98	96	77	93	79
FONTENAY LÉS BRIIS	154 964	97	96	98	95	96	96
JANVRY BOURG	14 149	97	95	99	41	99	2
JANVRY LA BROSSÉ	4 863	81	94	96	61	84	63
JANVRY MULLERON	9 632	97	93	99	48	93	-11
FORET LE ROI CHEMIN CREUX	6 861	95	93	97	55	96	61
FORET LE ROI MARE AUX LOUPS	4 526	97	93	98	31	98	49
LE VAL ST GERMAIN	148 065	98	97	97	93	96	85
MARAIS VAL ST GERMAIN	-	96	85	98	18	61	-1
PECQUEUSE	33 980	99	97	99	61	99	45
PLATEAU ROINVILLE	-	63	79	92	38	42	-5
VAUGRIGNEUSE	30 557	52	49	33	30	30	36

⁴ MES : matières en suspension, DBO : demande biologique en oxygène, DCO : demande chimique en oxygène, NGL et NTK : paramètres azotés, Pt : phosphore



stations d'épuration, 530 390 m³
d'eaux usées traitées par
les stations, 306 365 € HT
pour l'entretien en régie
des stations en 2023

NOUS EXAMINONS NOS DÉCHETS DE PRÈS

Pour réduire les impacts environnementaux liés à ses activités, le Syndicat encadre la gestion des déchets des chantiers internes, sous-traités ou des usagers de la vallée. Problématique à fort enjeu, les déchets font l'objet d'une attention toute particulière, chaque type faisant l'objet d'un suivi quantitatif et de sa filière d'élimination.

La politique de gestion des déchets du Syndicat de l'Orge s'inscrit dans la stratégie milieux naturels 2021-2030. Cette feuille de route guide l'ensemble de nos actions liées aux espaces naturels sur le territoire.

En partenariat avec Cœur d'Essonne Agglomération et les communes de Brétigny-sur-Orge et Saint-Michel-sur-Orge, le Syndicat a expérimenté un nouveau système de collecte des déchets des usagers sur trois sites test. Nous avons mis en place six conteneurs à déchets dont deux pour les ordures ménagères, deux pour les emballages et enfin deux pour le verre.

Installés sur ces trois sites, leurs volumes par type de déchets représentent :

- 70 % emballage
- 15 % verre
- 15 % ordures ménagères

Une campagne de communication a accompagné le dispositif (voir chapitre Mobiliser les énergies locales page 75) pour sensibiliser les usagers des espaces naturels à trier leurs déchets.



325

tonnes de déchets verts
(gazon, branches et gros bois), dont 32 tonnes
de foin issu de la fauche vendues
à deux centres équestres de notre territoire.
Les branches et bois sont valorisés en copeaux,
plaquettes bocagères et paillage.



100 tonnes de déchets
ramassés par an pour
un coût de 19 740 € HT



Les petites poubelles ont été enlevées au profit de conteneurs. Chacun est invité à transporter ses déchets pour les mettre dans ces conteneurs : pour le lien sanitaire, visuel et la qualité de la rivière.



NOS CONSOMMATIONS ÉNERGÉTIQUES FONT L'OBJET D'UNE SURVEILLANCE CONSTANTE

COMMENT ONT ÉVOLUÉ NOS CONSOMMATIONS ÉNERGÉTIQUES EN 2023 ?

Une politique de rénovation énergétique de nos bâtiments afin qu'ils soient plus efficaces.

La tendance de nos consommations de fluides [électricité/gaz/eau] sur notre site principal de Viry-Châtillon est à la baisse. Sur la partie gaz, une réduction due entre autres à la diminution de nos températures de consigne, à la vigilance des utilisateurs et depuis cette année, au remplacement de la chaudière du bâtiment.

En parallèle de notre rénovation énergétique des locaux, nous avons porté des actions concrètes pour sensibiliser activement les utilisateurs à l'économie d'énergie :

- **Sur la partie électrique** : nous avons remplacé les éclairages par des dalles Led et mis en place des détecteurs de présence pour la partie éclairage.
- **Sur la partie gaz** : nous avons remplacé la chaufferie, optimisé des réglages de consignes de chauffés et contrôlé la température dans les locaux.
- **Sur la partie eau potable** : nous avons accru le suivi des consommations d'eau afin de détecter toutes fuites éventuelles, mis en place des sondes de contrôle sur les compteurs d'eau, pour suivre les consommations à distance avec un déclenchement d'une alerte après un dépassement.

Consommations du site de Viry	2021	2022	2023
Electricité (kWh)	97 327	84 497	83 833
Gaz (kWh)	420 407	301 752	286 716
Eau (m³)	748	840	563

Consommations électriques hors siège de Viry-Châtillon :

Bureaux Ollainville, stations d'épuration, locaux techniques sur la vallée

2022 : 103 2399 kWh

2023 : 104 0133 kWh

Consommation des fluides pour le matériel roulant (Véhicules légers/Véhicules utilitaires légers/Poids lourds/engins)

La consommation de gasoil est en légère hausse du fait notamment de la remise en fonction des poids lourds qui ont davantage roulé en 2023, après une immobilisation pendant une partie de l'année 2022.

Consommation des fluides pour le petit matériel espace vert

La consommation d'Aspen (essence alkylate propre) est en hausse depuis la fin d'année 2021 en raison de nouveaux espaces naturels à entretenir.



LE CHANGEMENT CLIMATIQUE NOUS MOBILISE

Premiers résultats pour le bilan carbone

Le Syndicat s'est lancé dans la réalisation d'un bilan carbone avec l'aide d'un cabinet conseil. Cette démarche s'inscrit dans la lutte contre le changement climatique. Notre bilan carbone a pour objectif de quantifier les gaz à effet de serre (GES) émis par l'activité du Syndicat sur l'année de référence 2022. Leurs émissions directes surviennent au sein de notre structure (carburants, achats, chauffage...), quand les émissions indirectes se produisent chez les fournisseurs et les prestataires. Les résultats (cf. ci-dessous) mesurent notre dépendance directe et indirecte aux énergies fossiles (charbon, gaz, pétrole) dont l'utilisation produit des GES. Ils nous permettent d'améliorer l'impact environnemental de notre collectivité. Des ateliers carbone thématiques (déplacements, assainissement, énergie et achats de biens, produits et services) sont d'ores et déjà prévus afin d'identifier des actions concrètes de réduction de cet impact.



Les émissions de gaz à effet de serre du Syndicat en 2022 représentent 6 260 t CO₂e (tonnes équivalent en CO₂). Cela correspond à 48 t CO₂e par agent, soit l'équivalent de quelque 250 000 kilomètres en voiture.

Qu'est-ce qu'un bilan carbone ?

Le bilan carbone est une méthode de calcul permettant de quantifier les émissions de gaz à effet de serre d'une activité sur une année donnée.

Comment sont calculées ces émissions ?

Afin de pouvoir les quantifier, il faut collecter un certain nombre de données : nombre de kilomètres parcourus, surfaces de bâtiments, consommations d'énergie, linéaire de berges restaurées, etc. Ces données sont ensuite multipliées à des facteurs d'émissions définis par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), ce qui permet d'obtenir les émissions de gaz à effet de serre dont l'unité est en "tonnes équivalent CO₂".

Contrairement à ce que son nom indique, le bilan carbone prend en compte l'ensemble des gaz à effet de serre. Chiffrés avec les émissions de carbone, ils sont ensuite convertis en unités carbone, le gaz de référence.

Les principaux postes d'émissions de GES sont :

- **Les réseaux d'assainissement (réhabilitations ou constructions de réseaux et exploitation)** : 4 569 t CO₂e [ce calcul comprend les travaux de réhabilitation réalisés sur le CID en 2022] soit 72,97 % de nos émissions de GES
- **L'énergie** (consommations de gaz, d'électricité, d'eau et de carburant) : 743 t CO₂e soit 11,86 % de nos émissions de GES
- **L'immobilisation (bâtiments, outillage, véhicules, équipements informatiques)** : 257 t CO₂e soit 4,11 % de nos émissions de GES
- **Les achats de biens/produits et services** : 184 t CO₂e soit 6,92 % de nos émissions de GES
- **Les déplacements domicile-travail** : 170 t CO₂e soit 2,72 % de nos émissions de GES
- **Les déchets** : 44 t CO₂e soit 0,71 % de nos émissions de GES
- **Les fluides frigorigènes** : 19 t CO₂e soit 0,30 % de nos émissions de GES
- **Les déplacements professionnels** : 18 t CO₂e soit 0,29 % de nos émissions de GES
- **Le numérique** : 0,10 % de nos émissions de GES
- **Le fret** : 0 % de nos émissions de GES

Notre empreinte carbone est fortement impactée par l'activité assainissement (réseaux, stations d'épuration, ouvrages d'assainissement) qui représente 77 % de notre impact global.

Sensibiliser au changement climatique

Pourquoi les activités humaines émettent-elles des gaz à effet de serre ? Comment ces gaz impactent-ils le changement climatique ? Quel est le lien entre les activités humaines et la hausse des températures ?

Connaître notre impact ne suffit pas. Il faut pouvoir le comprendre et des ateliers ont été organisés en ce sens.

Depuis sa création en 2018, **"La Fresque du Climat"** permet aux individus et organisations de s'approprier le défi de l'urgence climatique. C'est un outil neutre et objectif. Il est fondé sur les données issues des rapports scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dont les recommandations orientent les décisions politiques et économiques à l'échelle mondiale.

Son approche ludique et pédagogique permet de s'approprier le sujet des changements climatiques. Durant l'atelier, les participants relient les liens de cause à effets, intègrent les enjeux climatiques dans leur globalité et explorent les actions à entreprendre dans le cadre personnel et professionnel. **Sans culpabiliser et par une compréhension partagée des mécanismes à l'œuvre, la fresque** engage les individus dans un échange constructif. Cinq ateliers ont été organisés pour les collaborateurs et élus du Syndicat et une cinquantaine de collaborateurs ont déjà été sensibilisés.



Discussion et disposition des cartes placées sur la fresque lors d'un atelier.

Trois records ont été battus en 2023 :

- le mois de juin le plus chaud jamais enregistré, avec une température moyenne de 20.9°C,
- un mois de septembre le plus chaud avec une température moyenne jamais vue de 20.1 °C
- l'automne le plus doux jamais observé avec une température moyenne de 10.2°C sur les mois d'octobre-novembre-décembre.

Les points clés de 2023

2023 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée sur notre territoire avec une température moyenne de **13,1°C**, quasiment à égalité avec 2020 et 2022 elles aussi années record.

Cela représente **+ 2,8°C** par rapport à la moyenne de la période de référence 1961-1990 et **+1,5°C** par rapport à la moyenne de la période 1991-2020.

Malgré un hiver marqué par une séquence de **48 jours** consécutifs sans précipitations entre le 18 janvier et le 6 mars, la pluviométrie en 2023 a été excédentaire de **9 %** par rapport à la période de 1991-2020. Il y a eu **118 jours** de pluie, cependant des débits déficitaires ont été observés, en particulier sur le territoire amont : **-20 %** de débit sur la Rémarde à Saint-Cyr et l'Orge à Saint-Chéron.

Nous avons eu **84 journées dites "estivales"** où le thermomètre a dépassé les 25°C, ce qui représente quasiment trois mois, ou un jour sur quatre ! C'est **31 jours** de plus que sur la période 1991-2020. La température a été supérieure à **30°C** pendant **23 jours**, soit dix jours de plus que sur la période de référence 1991-2020. Le changement climatique impacte donc concrètement notre territoire et son accélération est nettement perceptible.

NOTRE PLAN DE GESTION DONNE DU RYTHME À NOS INTERVENTIONS

Notre plan de gestion est né d'une réflexion stratégique partagée pour **gérer de façon cohérente, équilibrée et optimisée les espaces naturels de la vallée**. Il concilie la préservation du patrimoine naturel (faune, flore et leurs habitats), la prise en compte de la Trame verte et bleue (continuités écologiques), la considération des paysages, la gestion du risque inondation, le bon état des eaux et le développement durable des différents usages (agriculture, activités touristiques et sportives, etc.).

Selon les enjeux et objectifs à court, moyen et long terme, **le plan de gestion permet de programmer le travail des équipes mais aussi de suivre la gestion des espaces naturels**. Les opérations d'entretien sont aussi priorisées selon leur urgence. L'outil s'adapte au fur et à mesure des évaluations et des retours d'expériences.



PANORAMA DES ACTIONS MENÉES POUR LE PLAN DE GESTION DES ESPACES NATURELS



**AMÉLIORATION
DES CONNAISSANCES :**
études de fréquentation des sites [éco-compteurs], inventaires faunistiques et floristiques, diagnostic des berges privées, expérimentations de lutte contre les espèces exotiques envahissantes [8 086 données faune-flore récoltées, 2017 observations].



**COMMUNICATION
ET SENSIBILISATION :**
2 110 élèves sensibilisés



**ENTRETIEN DES ESPACES D'ACCUEIL
DU PUBLIC :** promenade de l'Orge, passerelles, tonte ou fauche de certains espaces naturels, parkings, ramassage des poubelles [53 km de pistes entretenues, 11,33 ha de prairies tondues, 72 km de berges syndicales, 45 km de tonte de bords de pistes].



**PROTECTION DU FOND DE VALLÉE
PAR ACQUISITIONS FONCIÈRES :**
6 ha acquis.



**GESTION DES MILIEUX
OUVERTS :** gestion différenciée, prairies fauchées, prairies pâturées, surfaces cultivées [20,41 ha fauchés, 30,54 ha de prairies pâturées, 4,5 ha de débroussaillage, 40,12 ha de broyage].



GESTION DES ZONES HUMIDES :
roselières, cariçaies, mares [6,6 ha de zones humides].



**GESTION DES MILIEUX BOISÉS
ET DES RIPISYLVES :** abattages d'arbres, éclaircies, recépages de saules, taille de saules têtards [92 ha de surfaces boisées].



**GESTION DES MILIEUX
SEMI-NATURELS :** taille des haies, entretien des lisières, vergers.



**GESTION DES COURS D'EAU ET PLANS
D'EAU :** entretien et réhabilitation de berges [4 km de berges restaurées en 10 ans], entretien des bassins de retenue, retrait des embâcles dans les cours d'eau, ramassage des déchets divers [100 tonnes ramassées par an, 325 tonnes de déchets verts et 32 tonnes de foin].



**SURVEILLANCE ET VEILLE
CONSTANTE DE NOTRE
TERRITOIRE :** détection des pollutions [23 pollutions recensées], des obstacles à l'écoulement, des espèces exotiques envahissantes (frelons asiatiques, renouée du Japon, etc.), prévenir le risque inondation, assurer la sécurité des espaces d'accueil du public [abattage des arbres dangereux, mise en défense des zones sensibles], recensement des plaintes et doléances [307 en 2023], fréquentation des visiteurs sur l'ensemble des sites [2,16 millions].



PRÉSERVER LA SANTÉ, LA SÉCURITÉ ET VALORISER LES COMPÉTENCES DES COLLABORATEURS

La santé, la sécurité et l'évolution de nos équipes sont à la source de notre politique RH. Au-delà du respect des règlements, nous nous attachons à former nos collaboratrices et nos collaborateurs pour prévenir des risques, enrichir leur expertise et intensifier

leur sensibilisation. Toutes ces connaissances partagées amplifient le sentiment de responsabilité et d'utilité.



Nous veillons à la santé et la sécurité de nos collaborateurs

Le Syndicat assure le respect des règlements et de la loi, la prévention des risques, la formation et la sensibilisation de son personnel.



62

visites médicales
(42 avec la médecine
du travail et 19 avec
un médecin agréé)

19468€
pour les cotisations ASTE⁵

1280€
pour le médecin agréé
Des examens complémentaires
sang et selles pour 10 agents

Notre engagement vise à **développer une culture santé et sécurité au travail** mais aussi à **améliorer en permanence ses pratiques** :

- nous sécurisons les **conditions de travail des collaborateurs**,
- nous intégrons la **maîtrise de la Santé Sécurité au Travail (SST)** à toutes les activités grâce au document unique d'évaluation des risques (DUER),
- nous **associons à ses engagements les parties intéressées**,
- nous encourageons la **consultation du personnel**,
- nous réalisons des **contrôles de conformité réglementaire** volet **électrique et incendie** : 126 sites.

Les accidents des agents du Syndicat en 2023

- **13** accidents de travail (dont 6 bénins et 3 accidents de trajet) (contre 14 en 2022, 15 en 2021, 17 en 2020 et 21 en 2019)
- **6** accidents ont donné lieu à un arrêt de travail, soit 46 jours d'arrêt

Part des accidents de travail selon le siège des lésions :

- **Colonne : 23 %**
- **Épaule/tronc : 5 %**
- **Membres inférieurs : 14 %**
- **Tête (sauf yeux) : 14 %**
- **Membres supérieurs : 5 %**
- **Mains : 5 %**
- **Pieds : 10 %**
- **Lésions multiples : 27 %**

⁵ Association loi 1901 à but non lucratif, l'ASTE est un service de santé au travail interentreprises, elle a pour mission exclusive d'éviter toute altération de la santé des salariés du fait de leur travail sur le territoire de l'Essonne.



SENSIBILISER EST UNE PRIORITÉ PRÉVENTIVE

La prévention des risques s'appuie sur un programme de formation et de sensibilisation. Nous avons prévu un volet spécifique santé et sécurité au sein du plan de formation du Syndicat de l'Orge.



92 503€

consacrés à la formation en 2023
dont 37 534 € de cotisations
au Centre National Fonction Publique
Territoriale (CNFPT)

En 2023, nous avons mis l'accent sur différentes formations :
hygiène et sécurité, préparations aux concours et examens professionnels, formations obligatoires d'intégration et de professionnalisation.
Au total, 298 formations ont été suivies (257 jours de formation pour 119 agents) avec un volet important sur la prévention des risques.



Les formations en hygiène et sécurité

- **Sauveteur Secouriste au Travail (base et recyclage)** : 93 jours de formation pour 58 agents.
- **Habilitation électrique** (base et recyclage) : 13,5 jours de formation pour 9 agents.
- **Certificat d'Aptitude à Travailler en Espaces Confinés** (CATEC base et recyclage) : 4 jours pour 2 agents.
- **Certificat d'aptitude à la conduite d'engins en sécurité** (CACES) : 49 jours de formation pour 21 agents.



Première édition de la journée sécurité

L'objectif était de sensibiliser aux différents risques liés au travail, mais aussi d'améliorer la qualité de vie au travail en proposant des ateliers ouverts à l'ensemble des collaborateurs. Cette première édition a rassemblé **80 agents**. Répartis autour de **cinq ateliers**, ils ont pu bénéficier d'initiations autour du **réveil musculaire, de la prévention des chutes de plain-pied et d'une sensibilisation en réalité virtuelle aux risques présents dans les bureaux et au port des EPI** (équipements de protection individuelle).



Les rondes OSE ouvrent le dialogue sur la prévention

Ces visites terrain témoignent de la volonté de coopération et de dialogue entre le service QSE du Syndicat et les agents.

- Leurs principaux objectifs sont :
- rappeler les exigences, les faire comprendre et respecter,
 - améliorer les conditions de travail,
 - assurer la sécurité des agents,
 - encourager la communication [remontée des informations, pistes d'amélioration...].

En 2023, **huit visites terrain** ont été organisées par le service QSE. Chacune d'entre elles a donné lieu à un compte-rendu.



Les risques psychosociaux sont considérés comme les autres risques

Nous avons défini un plan d'action suite au diagnostic des risques psychosociaux (RPS) élaboré en collaboration avec le CIG en 2022. Il a été validé en 2023 en lien avec le comité technique (CT) et le comité social et économique (CSE) autour de trois thématiques :

- la gestion des conflits/souffrance au travail,
- les relations intra et inter services,
- la diffusion de l'information.

Une première action a vu le jour avec la mise en place d'un **affichage interactif, sous la forme d'écrans et de bornes d'information sur les sites administratifs du Syndicat**. De même, nous avons diffusé une **charte managériale** à l'ensemble du personnel. Elle s'appuie sur cinq valeurs : cohésion et esprit d'équipe, convivialité et partage, bienveillance et solidarité, équité et respect. Cette charte, fruit d'échanges collectifs traduit la volonté du Syndicat de donner du sens à l'action de la collectivité par des repères communs.



Prévention : une priorité pour le Syndicat !

63 agents sensibilisés à l'ergonomie du travail sur écran.
97 agents sensibilisés aux risques routiers et aux addictions.
4 cadres d'astreintes sensibilisés CATEC®
[Certificat d'Aptitude à Travailler en Espaces Confinés]
17 agents PRAP (Prévention des Risques liés à l'Activité Physique)



GARANTIR LES PRATIQUES ÉTHIQUES

Notre mission de service public nous confère une responsabilité que nous assumons et que nous revendiquons. Nos pratiques doivent être loyales, conscientes et honnêtes. Nous sommes attachés à une forte culture de l'intégrité et elle anime nos relations avec toutes nos parties prenantes.



Nous cultivons la concertation et les pratiques sociales

Le Syndicat de l'Orge consulte régulièrement les instances représentatives du personnel. Nous avons à cœur d'entretenir un climat social de qualité.



6

assemblées générales
et 8 bureaux
en 2023



L'IMPORTANCE MAJEURE DU DIALOGUE SOCIAL

Le Comité Social Territorial (CST) résulte de la fusion de deux instances, le Comité technique et le comité social et économique. C'est un lieu de débats et de décisions en matière d'organisation du travail et de gestion du personnel.

PRINCIPAUX DÉBATS AU SEIN DU COMITÉ SOCIAL TERRITORIAL 2023

- La revalorisation de l'indemnité télétravail,
- Le plan d'actions de la démarche risques psychosociaux (RPS),
- La nomination d'un référent "harcèlement" parmi les représentants du personnel,
- La création d'une cellule RPS,
- La mise en place d'un document d'évaluation des contractuels et des fonctionnaires stagiaires,
- La réflexion et le travail sur la refonte du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP),
- Les travaux et entretiens des locaux administratifs,
- La lutte préventive aux addictions,
- Le versement de la prime de pouvoir d'achat.

Quels rôles et quelles compétences pour les différentes instances ?

- **La Commission Administrative Paritaire (CAP) placée auprès du Centre Interdépartemental de Gestion (CIG)**

Elle émet des avis préalables aux décisions relatives à la carrière individuelle des fonctionnaires stagiaires et titulaires

(une CAP par catégorie A, B, C) comme l'avancement de grade ou la promotion interne.

- **La Commission Consultative Paritaire (CCP) placée auprès du CIG**

Cette instance émet des avis préalables sur certaines décisions liées à la situation des agents contractuels de droit public (une CCP par catégorie A, B, C) comme un licenciement, des sanctions disciplinaires ou un refus de temps partiel.

- **Le Comité Social Territorial (CST)**

Il est consulté sur toutes les questions portant sur l'organisation collective et le fonctionnement des services comme le régime indemnitaire, le plan de formation, ou la suppression d'emploi. Il est également interrogé sur toutes les questions d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail comme le document unique relatif à l'évaluation des risques professionnels ou le registre des dangers graves et imminents.



122

délibérations du bureau
et de l'assemblée générale,
63 décisions du président

Nos pratiques sont toujours plus vertueuses

35
contrats publics
notifiés dont
17 avenants notifiés



6
commissions d'attribution
et/ou d'appels d'offres



NOTRE ÉTHIQUE DICTE NOS ACTIONS

Les marchés publics sont soumis à des règles et principes issus du code de la commande publique ou du droit communautaire. Ils doivent être conclus dans le respect de l'éthique et du droit, avec l'objectif **d'assurer une pleine égalité entre les candidats et une véritable concurrence entre les entreprises.**

Le Syndicat de l'Orge répond à toutes les **exigences en matière de publicité de ses marchés.** Ils sont diffusés dans les grands journaux de la commande publique et accessibles sur sa plateforme de dématérialisation en ligne.

Le Syndicat introduit si possible **des clauses d'insertion sociale dans ses marchés**, en imposant à l'entreprise attributaire d'embaucher des personnes éloignées de l'emploi pour exécuter ses prestations. Une collaboration s'est ainsi installée avec les plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi (PLIE) en charge du contrôle de la réalisation des heures d'insertion prévues par le prestataire du Syndicat de l'Orge. Dans le cadre du libre accès à la commande publique, le Syndicat veille également, si possible, à **allotir ses marchés afin de favoriser leur accès aux TPE et PME.**

Des principes de transparences sont inscrits dans notre gouvernance

Le Syndicat de l'Orge est un établissement public de coopération locale qui associe collectivités territoriales et groupements de collectivités. Son objectif est de mettre des moyens en commun afin d'exercer une ou plusieurs activités d'intérêt général.

On parle de syndicat mixte "fermé" car il est exclusivement composé de communes et d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). Il n'est pas ouvert à d'autres personnes morales de droit public. En outre, conformément aux articles L.2122-22 et L.5211-2 du Code général des collectivités territoriales, le président du Syndicat de l'Orge peut recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant.



NOTRE GOUVERNANCE REFLÈTE NOTRE TERRITOIRE

Le bureau syndical est composé de **quinze vice-présidents** et **six conseillers délégués**.

PRÉSIDENT

François CHOLLEY – Président du Syndicat – Communauté d'Agglomération Cœur d'Essonne Agglomération – Villemoisson-sur-Orge

VICE-PRÉSIDENTS

Olivier THOMAS – 1^{er} vice-président – Communauté d'Agglomération Paris Saclay – Marcoussis
Thierry DEGIVRY – 2^e vice-président – Communauté de Communes du Pays de Limours – Fontenay-lès-Briis
Fatima OGBI – 3^e vice-présidente – Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart – Grigny

Francis SAINT-PIERRE – 4^e vice-président – Grand Orly Seine Bièvre – Juvisy-sur-Orge

Magali HAUTEFEUILLE – 5^e vice-présidente – Communauté de communes Dourdannais en Hurepoix – Sermaise

Jean-Jacques GROUSSEAU – 6^e vice-président – Grand Orly Seine Bièvre – Athis-Mons

Sylvie OLLIVIER-HENRY – 7^e vice-présidente – Le-Val-Saint-Germain

Pierre LE FLOC'H – 8^e vice-président – Communauté de Communes Entre Juine et Renarde – Saint-Sulpice-de-Favières

9^e vice-président – non désigné

Gilles FRAYSSE – 10^e vice-président – Communauté d'Agglomération Cœur d'Essonne Agglomération – Villiers-sur-Orge

Fabrice ARBELET – 11^e vice-président – Communauté d'Agglomération Cœur d'Essonne Agglomération – Saint-Germain-lès-Arpajon

Nicolas FOUQUE – 12^e vice-président – Communauté d'Agglomération Cœur d'Essonne Agglomération – Ollainville

William BERRICHILLO – 13^e vice-président – Communauté de Communes du Pays de Limours – Saint-Maurice-Montcouronne

Camille BERTINE – 14^e vice-présidente – Communauté d'Agglomération Cœur d'Essonne Agglomération – Bruyères-le-Châtel

Olivier MARCHAU – 15^e vice-président – Communauté d'Agglomération Paris Saclay – Épinay-sur-Orge

Jean-Claude DESILE – conseiller délégué – Communauté de communes Dourdannais en Hurepoix – Saint-Chéron

Sylvain TANGUY – conseiller délégué – Communauté d'Agglomération Cœur d'Essonne Agglomération – Le-Plessis-Pâté

Gérard KERVYRAN – conseiller délégué – Communauté d'Agglomération Cœur d'Essonne Agglomération – Arpajon

Emmanuel DASSA – conseiller délégué – Communauté de Communes du Pays de Limours – Briis-sous-Forges



MOBILISER LES ÉNERGIES LOCALES ET PARTAGER NOS ENGAGEMENTS

A la source de toutes nos démarches, nous cherchons à favoriser la communication, l'information mais aussi l'écoute et la concertation. Nous n'avancons pas seuls mais en recherchant des interactions avec tous nos publics. Cela commence avec les enfants grâce à nos sessions de sensibilisation en milieu scolaire, se prolonge avec nos fournisseurs que nous encourageons dans leurs initiatives durables et se réalise même au-delà de nos frontières avec des projets solidaires à Madagascar.

Nous tenons à rester proches des citoyens

Un meilleur respect des cours d'eau passe par des actions de communication et de sensibilisation régulière des habitants de la vallée. Le Syndicat de l'Orge fait connaître son rôle et ses initiatives grâce à différents outils.



NOTRE DISPOSITIF DE COMMUNICATION PORTE DE GRANDES AMBITIONS

Tous les projets et outils déployés visent à **promouvoir notre rôle en tant qu'acteur majeur de l'environnement sur son territoire, aux côtés des communes et communautés adhérentes.**

La sensibilisation des habitants de la vallée à la protection de leur environnement est également une tâche importante pour **le Syndicat.**

NOTRE ÉCOSYSTÈME S'ÉTOFFE DE PLUS EN PLUS

Pour communiquer, le Syndicat s'appuie sur :

- les réseaux sociaux (**Facebook et Twitter**) ;
- une **newsletter trimestrielle** destinée aux élus du Syndicat ;
- le **rapport sur la qualité de l'Orge** ;
- des dépliants et **plaquettes thématiques** ;
- un **atlas cartographique**, support d'aide à la compréhension du rôle du Syndicat ;
- le **magazine Au Fil de l'Orge**, adressé aux 430 000 habitants de la vallée ;
- la **chaîne YouTube** qui relaye l'actualité du Syndicat (travaux, études...) ;
- des **guides à télécharger sur syndicatdelorge.fr** (rubrique Loisirs) et la charte du promeneur, le guide de la promenade de l'Orge et de la Sallemouille ;
- des **inaugurations.**



événements dans la vallée de l'Orge en 2023 (tournages de film, spots publicitaires, promenades commentées, concours de pêche, défis sportifs...)





Notre rapport de développement durable 2022 a été triplement récompensé par les professionnels de la communication.

Nous développons régulièrement des **outils pédagogiques** pour les actions d'éducation à l'environnement comme les **cinq vidéos interactives**⁶ autour de la mascotte Goutedo et les **parcours numériques à destination des enseignants**. Ils sont accessibles sur la chaîne YouTube du Syndicat (rubrique sensibilisation).

Le jeu "**À la poursuite de Goutedo**", disponible sur syndicatdelorge.fr, invite les enfants dès 7 ans à développer leurs connaissances sur l'eau et à s'amuser en famille en prenant conscience de l'importance de cette ressource.

Une nouvelle gestion pour nos déchets

Le Syndicat a déployé un test grandeur nature sur ses espaces naturels du Carouge et de Saint-Michel, en partenariat avec Cœur d'Essonne Agglomération, les communes de Brétigny-sur-Orge et Saint-Michel-sur-Orge. De gros conteneurs, fabriqués par nos équipes ont été installés aux entrées de sites pour favoriser

le tri sélectif des déchets des usagers de la vallée : papiers/cartons, verres et ordures ménagères. Les petites corbeilles disséminées sur ces deux sites ont donc été enlevées pour inciter les usagers à ne pas jeter leurs déchets n'importe où dans la vallée, mais bien à les conserver et les trier à la sortie des sites. Une campagne de communication : "Plus belle ma vallée avec le tri sélectif" accompagne cette nouvelle gestion des déchets.

Une dizaine d'interventions animées par le Syndicat

dans les communes, notamment le salon de l'environnement d'Ollainville, la Fête de la nature à Breuillet, la journée de l'environnement à Egly, la journée du patrimoine à Sermaise, la fête Sésame de Cœur d'Essonne Agglomération ou encore des animations nature dans le cadre de l'atlas de la biodiversité de Grigny.

NOUS INVESTISSONS SUR LA PÉDAGOGIE

NOUS ÉVEILLONS LES ÉLÈVES DE LA VALLÉE À L'ENVIRONNEMENT

Nos éducateurs à l'environnement ont pour mission de sensibiliser les élèves des écoles, collèges et lycées de la vallée de l'Orge à la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité. **Les animations pédagogiques et ludiques sont axées sur la découverte de l'environnement et le rôle du Syndicat**. Les élèves obtiennent ainsi des clés de compréhension mais aussi d'action (écogestes). Les supports pédagogiques et les différentes maquettes⁷ permettent aussi aux éducateurs de **communiquer les notions essentielles sur l'eau et le développement durable**.

⁶ Le cycle naturel de l'eau, l'eau dans la ville, la station d'épuration, les sources de pollution de l'Orge et le risque inondation.

⁷ Maquettes de la vallée, du cycle naturel de l'eau, du fonctionnement d'un bassin de retenue, du cycle de l'eau domestique.

Exemple de support pédagogique avec une animation sur les oiseaux





939

élèves
de primaire
ont bénéficié
des ateliers

2 110

élèves
sensibilisés

486

élèves
de cycle 3
ont suivi
une classe d'eau

DES SUPPORTS CONÇUS SPÉCIFIQUEMENT POUR LES ENSEIGNANTS

Le Syndicat met à la disposition des enseignants de la vallée de l'Orge :

- une **plateforme d'inscription en ligne** sur syndicatdelorge.fr,
- des **dépliants (primaire et collège)** présentant tous les projets,
- des **livrets pédagogiques thématiques**
- un **espace jeunesse** en ligne avec l'ensemble des supports pédagogiques,
- un **questionnaire de satisfaction** en ligne après un atelier ou une classe d'eau.

Chaque enseignant peut donner son sentiment sur l'intervention qu'il a suivie. Cette évaluation permet aux éducateurs d'améliorer leur pédagogie et de mettre en place de nouvelles activités.

Le lien avec le programme scolaire reste un principe socle. **Les retours des enseignants sont globalement très positifs.**

DU NOUVEAU POUR L'ÉDUCATION À L'ENVIRONNEMENT !

La formule "classe d'eau", telle qu'elle existait depuis 15 ans, se réinvente pour répondre à plus de demandes et sensibiliser plus d'enfants. L'équipe d'éducation à l'environnement propose désormais aux enseignants de cycle 3 (CM1/CM2) de choisir cinq ateliers au maximum, parmi ces **dix thématiques en classe**

ou sur le terrain : le cycle naturel de l'eau, le cycle de l'eau domestique, la station d'épuration, les sources de pollution des cours d'eau, les enjeux de l'eau dans le monde, l'Orge et le risque inondation, la microfaune aquatique, les oiseaux d'eau, les plantes sauvages ou les arbres de la vallée.

Les enseignants de cycle 2 (CP, CE1, CE2) peuvent eux s'inscrire à **deux ateliers** au maximum parmi les quatre suivants :

l'eau indispensable à la vie, l'eau dans tous ses états, les pouvoirs de l'eau ou la balade sensorielle.

Toutes les interventions sont en adéquation avec les programmes scolaires.

Au niveau des collèges, les enseignants sélectionnent jusqu'à **six interventions d'une heure parmi cinq modules** : une consommation responsable de l'eau, les impacts anthropiques sur les cours d'eau, les enjeux de l'accès à l'eau potable et l'assainissement dans le monde, le changement climatique ou la biodiversité.

Avec l'arrêt de la formule "classe d'eau", le cahier "Voyage au pays de l'eau" a dû être repensé pour s'adapter au nouveau fonctionnement. **Six livrets ont été créés sur les thèmes suivants : le cycle naturel de l'eau, le cycle domestique de l'eau, la station d'épuration, les sources de pollution de l'eau, les enjeux de l'eau dans le monde et enfin l'Orge et le risque inondation.**



28

classes de collégiens
participantes,
soit 685 élèves

Nous accompagnons nos partenaires



LA TRANSFORMATION DE LA BASE AÉRIENNE 217 AVANCE

En 2023, le Syndicat a poursuivi sa mission en tant qu'assistant à maîtrise d'ouvrage auprès de la société publique locale SPL Air 217, portée par Cœur d'Essonne Agglomération. Nous sommes intervenus sur la gestion des eaux pluviales, le paysage et la biodiversité pour la requalification de la base aérienne 217 à Brétigny-sur-Orge et le Plessis-Pâté. L'ex-base militaire accueillera un pôle cinématographique industriel et culturel, des événements ambitieux (festivals), des exploitations agricoles (cultures et élevages) et des entreprises innovantes. Ceci en valorisant le patrimoine bâti existant, la biodiversité et en structurant les espaces publics et les mobilités.

UNE MEILLEURE GESTION DES EAUX PLUVIALES

Nous avons mis à jour le Schéma de Gestion des Eaux Pluviales (SGEP) à l'échelle de la Base 217 avec l'enrichissement du diagnostic, l'intégration de nouveaux secteurs et la modélisation de la pluie centennale sur l'ensemble des secteurs.

Il porte les objectifs suivants :

- **Confirmer la faisabilité globale du "zéro rejet"** sur l'ensemble des secteurs de la base, avec l'objectif de rétablir le cycle de l'eau et l'ambition de déconnecter 32 ha de surfaces imperméabilisées.
- **Synthétiser les équilibres** sur chaque secteur entre usages, gestion des eaux pluviales, paysage et développement économique.
- **Favoriser les projets d'aménagement** de la base.
- **Accompagner les futurs instructeurs** dans leur avis sur les autorisations d'urbanisme.



La déconnexion des réseaux de la Base 217 est une avancée considérable pour la vallée de l'Orge. Avec 32 ha imperméables déconnectés, elle permettra de réduire les débordements et la pollution de la rivière dus aux rejets directs des eaux pluviales. Elle autorisera également une alimentation totale de la nappe phréatique via l'infiltration des eaux pluviales. Le Syndicat a aussi suivi l'élaboration du plan pluriannuel de gestion des sites de biodiversité et de gestion des eaux pluviales à ciel ouvert de la Base 217. La mise en œuvre de ce plan de gestion des sites débutera en 2024 pour une durée de huit ans.

L'ensemble de la démarche a fait l'objet de plusieurs communications d'envergure, avec notamment la conférence internationale Novatech sur le thème de l'eau dans la ville et la réalisation d'un webinaire rassemblant une centaine de participants.



NOTRE POLITIQUE FONCIÈRE SUIT NOTRE TERRITOIRE À LA TRACE

Nous sommes aux côtés des communes dans les différentes procédures de révision de leurs documents d'urbanisme :

assainissement, gestion des eaux pluviales, valorisation de la Trame verte et bleue, gestion du risque d'inondation, préservation et valorisation du patrimoine naturel de la vallée.

Le Syndicat de l'Orge est consulté en tant que personne publique associée (PPA) pour que la procédure du Code de l'urbanisme soit impérativement respectée.

LES ÉQUIPES DU SYNDICAT VEILLENT À LA CONFORMITÉ

Lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme, **le Syndicat examine la prise en compte du risque** (PPRI, ruissellement...) **et des zones humides, la présence des réseaux, les aménagements des berges et la gestion des eaux pluviales.**

Notre objectif est de limiter les constructions en zones inondables, veiller au respect des espaces protégés et assurer la gestion des eaux pluviales.

Les agents du Syndicat coopèrent avec l'ensemble des partenaires durant l'instruction des autorisations d'urbanisme (ADS).

Il s'agit d'apporter des réponses concrètes et des solutions conformes à la réglementation face à ces enjeux d'envergure. Notre accompagnement en amont facilite l'instruction et garantit juridiquement la procédure. Toujours plus sollicité, le conseil en gestion des eaux pluviales est porté par une gestion au plus près du point de chute grâce à des techniques alternatives. Comme cela se produit partout ailleurs, les équipes du Syndicat ont dû s'adapter à la dématérialisation des autorisations d'urbanisme.

	2022	2023
ADS reçues	1 015	866



6 ha

acquis
en 2023 pour
94 050 € HT

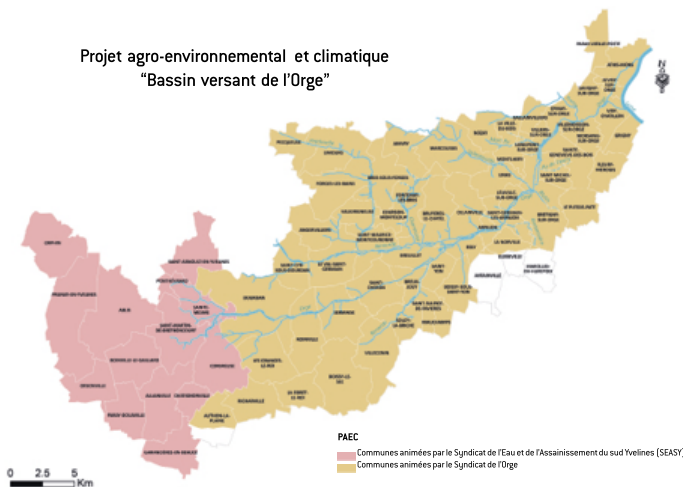
L'AGRICULTURE DURABLE PREND RACINE DANS LA VALLÉE

En 2023, le Syndicat de l'Orge est devenu animateur et opérateur de Mesures Agro-environnementales et Climatiques (MAEC) pour des mesures Biodiversité et Eau sur le territoire du bassin versant de l'Orge. Les MAEC sont un dispositif de la politique agricole commune permettant aux agriculteurs de bénéficier d'une aide financière dans le cadre d'un contrat d'une durée de cinq ans. Calculée selon le nombre d'hectares, cette indemnisation doit compenser les coûts supplémentaires et manques à gagner de la transition écologique. Les pratiques environnementales valorisées par le dispositif participent activement à la préservation de l'eau, de la biodiversité et de la santé des sols.

Pour la première année d'animation de MAEC par le Syndicat de l'Orge, ce sont treize agriculteurs qui ont choisi de rejoindre ce dispositif. Dix agriculteurs ont contractualisé des mesures Biodiversité (création de couverts d'intérêt faunistique et floristique, maintien et ouverture de milieux, création de prairies, entretien durable des infrastructures agroécologiques), et trois autres ont contractualisé des mesures Eau (agriculteurs biologiques exploitant sur des aires d'alimentation de captages d'eau potable).

Enfin, dans le cadre du programme SESAME, le Syndicat a poursuivi le suivi de la biodiversité et de la qualité du sol sur un réseau de dix parcelles agricoles réparties sur huit exploitations : Petits Échassons, Ferme de l'Envol, Ferme de la Pouletterie, Ferme des Sueurs, Ferme du Village, les potagers de Marcoussis, Ferme des prés neufs et Ferme de Thuillères, sur les communes de Longpont-sur-Orge, Brétigny-sur-Orge, Leudeville, le Plessis-Pâté, Roinville-sous-Dourdan, Sermaise, Marcoussis et Janvry.

Projet agro-environnemental et climatique "Bassin versant de l'Orge"



Nous permettons aux collectivités de bénéficier de notre expertise

AMÉNAGEMENT DE JARDINS FAMILIAUX À FLEURY-MÉROGIS

L'urbanisation se développe sur notre territoire, entraînant la suppression des espaces verts et des environnements naturels. Certaines municipalités manifestent une volonté croissante de réintégrer progressivement des éléments naturels au sein de leurs communes. Fleury-Mérogis s'est engagée dans la création de jardins familiaux durables. Cette initiative a pour objectif de façonner un espace propice pour les jardiniers, en offrant des espaces collectifs agréables et fonctionnels. Tout en facilitant les liens sociaux, les jardins familiaux permettent d'ajouter une dimension naturelle à l'environnement urbain en introduisant des espaces verts et en contribuant à la lutte contre l'îlot de chaleur urbain. Ces jardins encouragent des pratiques respectueuses de l'environnement, telles que le compostage, la gestion responsable de l'eau et l'utilisation minimale de pesticides. Situés au pied de plusieurs lotissements, les jardins familiaux couvrent une parcelle de **13 980 m²** du domaine pénitencier de Fleury-Mérogis. Plus de 67 jardins individuels seront aménagés, avec des dimensions entre 80m² et 120m². Un scénario d'aménagement a d'ores et déjà été retenu et chiffré.

Coût Travaux : 772 000 € HT
Financement : Commune de Fleury-Mérogis et le département


TRANSFORMATION DE DEUX COURS D'ÉCOLES EN COURS "OASIS" À MORSANG-SUR-ORGE.

Morsang-sur-Orge s'est engagée dans une politique de réaménagement de ses cours d'écoles pour répondre aux enjeux de gestion de l'eau et d'adaptation au changement climatique. Impliquant un changement conséquent, ces nouveaux aménagements doivent toujours être accompagnés d'une concertation pour prendre en compte les demandes des usagers. Parallèlement au Syndicat de l'Orge, la commune a donc sollicité le Conseil d'architecture et d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) de l'Essonne pour consulter professeurs et élèves. La concertation s'est déroulée de mars à juin 2023 sous la forme de deux réunions publiques et trois ateliers de co-conception de la cour avec les enfants.

Notre participation a permis de produire une première esquisse de réaménagement des deux cours. Elle a été testée par les enfants lors d'un atelier de dessin à la craie à échelle réelle qui a permis d'ajuster certains éléments de projets comme l'orientation de l'amphithéâtre, le type de plantation ou la taille des différentes surfaces.

Coût et financement :
Estimation des travaux à 600 000 € HT
Maîtrise d'œuvre du Syndicat à 44 460 € HT (étude et travaux)
Financement de l'étude par la Région à hauteur de 60 %
Financier pour les travaux : Région (60 %) et département (10 %)



Conception et réalisation : 

Crédits photos : Syndicat de l'Orge, Sophie Arnaud-Charron
pour les photos par drone, i-Stock.

Document imprimé par L'Ormont imprimeur
sur papier Respecta – juin 2024



SYNDICAT DE L'ORGE

Siège

163 route de Fleury, 91172 Viry-Chatillon Cedex
Tél. : 0805 29 20 90

www.syndicatdelorge.fr

Antenne d'Ollainville

19 rue de Saint-Arnoult
91340 Ollainville